

ALGÉRIE- LESOTHO
La ministre de la Police et de la Sécurité publique du Lesotho visite le siège d'Afripol à Alger

P. 24

ALGÉRIE/ROYAUME-UNI
M^{me} Benghabrit évoque à Londres la démarche algérienne pour améliorer la qualité de l'enseignement

P. 24

ALGÉRIE - TUNISIE
M^{me} Eddalia expose à Tunis les efforts de l'Etat algérien en matière d'insertion des catégories vulnérables

P. 24

AFRIQUE - CONSTITUTION
Medelci prend part aujourd'hui à Durban (Afrique du Sud) à la Réunion du Bureau de la CJCA

P. 24

LE MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE, ABDELWAHID TEMMAR L'A ANNONCÉ HIER :

Vers le réaménagement des quartiers Belouizdad et El Hamma au titre d'un projet pilote à Alger



Les quartiers Belouizdad (ex Belcourt) et El Hamma d'Alger et leurs façades maritimes feront l'objet d'une vaste opération de réaménagement au titre d'un projet pilote que le ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville veille à finaliser, a annoncé hier le ministre du secteur, Abdelwahid Temmar.

P. 3

AGRICULTURE - EAU
M. Necib met en exergue l'importance du recours aux systèmes économiseurs d'eau en agriculture

P. 4

TRANSPORT AÉRIEN
Air Algérie : le personnel navigant commercial met fin à sa grève et reprend le service

P. 4

Un avion d'Air Algérie à destination de Paris rebrousse chemin pour incident technique

P. 4

SELON LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ :
« Le tribunal administratif d'Alger juge illégale la grève des paramédicaux »

P. 5

SANTÉ
Les médecins résidents organisent un sit-in dans l'enceinte du CHU Mustapha-Pacha

P. 5

SANTÉ

GANGLIONS : Quand faut-il s'inquiéter ?

P. p 12-13

CULTURE
CASBAH D'ALGER : Des experts présentent des expériences de réhabilitation de centres historiques

P. 47

F TBALL

Le directoire pour gérer les affaires courantes de la LFP officiellement installé

P. 22

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
9 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Batna

P. 3

INSFPG DES PINS MARITIMES 161^e numéro de l'émission «Rendez-vous avec l'histoire»

Sous le patronage du ministère des Moudjahidine, le Musée national du moudjahid, organise demain aujourd'hui à partir de 10h l'Institut national spécialisé de formation professionnelle en gestion (INSFPG Omar-Mazrari)

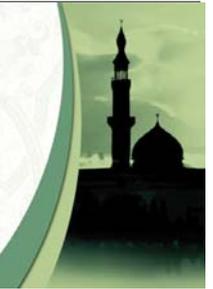
des Pins-Maritimes, le 161^e numéro de l'émission hebdomadaire «Rendez-vous avec l'histoire», placée sous le thème «La participation de chacun dans l'enrichissement et la préservation de la mémoire nationale».



Horaire des prières

Mercredi 7 Joumada al oula 1439

Fajr	06:18
Dohr	13:00
Asr	15:45
Maghreb	18:09
Isha	19:32



DIMANCHE 28 JANVIER AU PALAIS DE LA CULTURE Conférence-historique sur «La grève des huit jours»



Sous le patronage du ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, et à l'occasion de la commémoration du 61^e anniversaire de la grève des huit jours (28 janvier 1957-2018), le musée national du moudjahid, organise une conférence historique dédiée à cet événement, dimanche 28

janvier à partir de 9h au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria. La rencontre qui sera encadrée par des professeurs universitaires connaîtra la participation de personnalités historiques, de chercheurs, de moudjahidine, d'étudiants et de représentants de la presse nationale.

PROMOTION DE TAMAZIGHT La Protection civile diffuse un premier communiqué en tfinagh

La Direction générale de la Protection civile (DGPC), a procédé hier, à la diffusion d'un premier communiqué de presse en langue amazighe. Cette première publication intervient quelques semaines seulement après l'officialisation du Nouvel an berbère «Yennayer». Elle fait suite également au discours du Président de la République qui a appelé lors de la dernière



rencontre d'orientation des élus organisée au CIC à offrir à tamazight la place qui lui revient au sein des collectivités locales et des institutions de officielles.

LE 27 JANVIER À L'HÔTEL EL-RIADH Rencontre nationale des élus de «TAJ»

Sous le thème «Le développement local...notre priorité», le parti de TAJ, organise une rencontre nationale de ses élus, samedi 27 janvier à l'hôtel El Riadh d'Alger.



DEMAIN AU SIÈGE DE L'INESG Conférence sur : «Les conséquences politiques du Brexit sur l'UE»

L'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), organise demain jeudi 25 janvier à partir de 14h, une conférence-débat sur «Les conséquences politiques du Brexit sur l'Union européenne», animée par le professeur Alexander Dirk Adrian De Ruyter, enseignant à l'université de Birmingham (Grande-Bretagne).

SALLE IBN KHALDOUN 3 films en projection

Les films «Star wars, Les derniers Jedi» réalisé par Rian Johnso, «Insidious-la dernière clef» sorti en 2018 et réalisé par Adam Robitel, ainsi que «c'est tout pour moi» réalisé par Nawell Madani, son actuellement en projection à la salle Ibn Khaldoun à raison d'une séance chacun (15h, 17h30, 20h).



Météo

	Max	Min
Alger	18°	07°
Oran	19°	07°
Annaba	18°	07°
Béjaïa	18°	06°
Tamanrasset	21°	07°

LI AMNIKOUK Emission ouverte demain aux questions des auditeurs

L'émission radio hebdomadaire «Li Amnikouk», animée tous les jeudis par des cadres de la Sûreté nationale sur la chaîne 1, sera ouverte demain de 16h à 17h aux questions des auditeurs en rapport avec la sécurité routière.

Avec Haya ! Music de Ooredoo, vivez votre passion pour la musique

Ooredoo, leader technologique, enrichit sa gamme de services innovants et lance «Haya ! Music», premier service de musique en streaming en Algérie. Cette application mobile lancée par Ooredoo en partenariat avec l'Office National des Droits d'Auteurs et Droits Voisins (ONDA) et la start-up algérienne «Intaj Mohhtawayat», permet d'écouter et de profiter d'un riche contenu musical, de partager sa playlist avec ses proches et d'autres fonctionnalités. Pour toute nouvelle souscription à cette application innovante, le client bénéficie d'une semaine gratuite lui permettant de découvrir la nouvelle expérience «Haya ! Music». Pour continuer à profiter de ce nouveau service, le client peut s'identifier avec leur numéro de téléphone Ooredoo et choisir parmi les différentes formules proposées : hebdomadaires à partir de 100 DA et mensuelles à partir de 350 DA. L'Application «Haya ! Music» est disponible gratuitement sur la plateforme de téléchargements Google Play pour les smartphones sous Android, et prochainement sur App Store pour les smartphones sous iOS. Avec ce service innovant, Ooredoo renforce sa position de leader technologique et confirme sa volonté de promouvoir la culture et l'art en Algérie.



DEMAIN À L'ESAA Séminaire-atelier sur «Le recouvrement des créances»

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) organise, les 24 et 25 janvier à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) de Mohammadia, un séminaire-atelier sur le : «Le Recouvrement des Créances». L'entreprise évolue aujourd'hui dans un environnement économique où les enjeux financiers de l'impayé se révèlent importants face aux défaillances des clients (entreprises et particuliers). Ce séminaire-atelier a pour objectif d'enseigner aux participants les techniques comportementales du recouvrement des créances, en passant par l'apprentissage des moyens de paiement et des motifs de non-paiement liés entre autres aux litiges, aux faux litiges et à leur résolution ainsi qu'aux dysfonctionnements internes et externes de l'entreprise. A l'issue de ce séminaire, l'apprenant aura assimilé la notion de risques et leur suivi dans sa mission de recouvrement, à travers une animation interactive basée sur une méthodologie participative, des jeux de rôles, des simulations et des cas pratiques.



DU 25 AU 27 JANVIER À LA SAFEX Carrefour de l'emploi et de la formation 2018

Le Palais des Expositions des Pins-Maritimes, abrite du 25 au 27 janvier, le Salon de la formation continue par apprentissage (Carrefour de l'emploi et de la formation 2018). Un espace formation et métiers sera exclusivement dédié aux professionnels de la formation : écoles, instituts, centres d'apprentissage, centres d'Excellence. Un espace ateliers qui traitera de la problématique de l'emploi, la formation et les métiers d'avenir sera également mis en place.



DU 26 AU 28 JANVIER À ORAN Conférence internationale d'infectiologie

Sous le patronage du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le Centre hospitalo-universitaire d'Oran, organise du 26 au 28 janvier à l'hôtel Phoenix, la 3^e conférence internationale d'infectiologie d'Oran sous le thème «Quelles stratégies thérapeutiques préventives et curatives anti-infectieuses en 2018».

LE MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE, ABDELWAHID TEMMAR L'A ANNONCÉ HIER À ALGER

Vers le réaménagement des quartiers Belouizdad et El Hamma au titre d'un projet pilote à Alger

Les quartiers Belouizdad (ex-Belcourt) et El Hamma d'Alger et leurs façades maritimes feront l'objet d'une vaste opération de réaménagement au titre d'un projet pilote que le ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville veille à finaliser, a annoncé hier le ministre du secteur, Abdelwahid Temmar.

Dans une déclaration à l'APS, à l'issue de l'audience accordée à la chef de l'unité Etats arabes au centre du patrimoine



mondial de l'Unesco, Nada Al Hassan, M. Temmar a indiqué que cette opération, première du genre, vise à donner une nouvelle touche esthétique aux deux quartiers qui s'étendent sur une superficie de près de 10 ha, sans toutefois avancer une date précise pour le lancement des travaux. Ledit projet permettra, selon lui, de restaurer le tissu urbain au niveau de Belouizdad et El Hamma et de construire de nouveaux immeubles, en sus de l'aménagement d'espaces verts. M. Temmar a affirmé qu'en cas de succès de ce projet devant être réalisé avec la participation des autorités locales de la wilaya d'Alger, l'expérience sera généralisée à d'autres régions du pays.

LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ENERGIES RENOUVELABLES, M^{ME} FATIMA ZOHRA ZEROUATI, L'A INDIQUÉ HIER DE MASCARA :

« Plus de rigueur avec ceux qui rejettent les déchets médicaux dans la nature sans traitement »

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fatima Zohra Zerouati, a insisté hier à Mascara sur plus de rigueur avec ceux qui rejettent les déchets médicaux et les médicaments périmés dans la nature et au milieu des déchets domestiques.

En visitant le centre d'enfouissement technique des déchets (CET) de la commune d'El Keurt, la ministre a souligné qu'il ne fallait pas "se comporter avec tolérance avec ceux qui rejettent les déchets médicaux dans la nature au milieu des déchets domestiques sans les traiter ou les incinérer au niveau des incinérateurs".

"Il ne faut pas se contenter d'orientations et de sensibilisation contre les risques de tels méfaits", a-t-elle poursuivi.

Mme Zerouati a instruit la direction de l'Environnement de la wilaya de fermer toute structure fournissant des services sanitaires et de la pénaliser en cas de rejet de déchets médicaux et hospitaliers, et des médicaments périmés dans la nature ou au milieu des déchets domestiques comme a été relevé dans un centre de santé de la commune de Ghriiss (Mascara).

Elle a exhorté au passage à développer les opérations de tri des déchets qui se fait au niveau des CET, à accroître les quantités de produits récupérés pour les recycler au service de l'économie nationale et la protection de l'environnement.

La ministre a également appelé à élaborer une banque de données sur les



opérations de tri des déchets, leur récupération au niveau des centres d'enfouissement technique des déchets et leur mise à la disposition des opérateurs économiques pour connaître les capacités de récupération des CET et la possibilité de coopérer avec eux dans ce domaine.

Par ailleurs, elle a valorisé le lancement cette année dans la wilaya de Mascara du programme visant à faire bénéficier 541 familles résidants dans les zones rurales au niveau des 47 communes de l'électrification rurale par l'énergie solaire pour un coût de 170 millions et qui sera concrétisé d'ici fin 2018.

L'opération de raccordement des habitations rurales à l'électrification par l'énergie solaire entre dans le cadre de la stratégie de l'Etat pour désenclaver les zones rurales à moindre coût basée sur une énergie propre et renouvelable et une industrie locale et le développement de la recherche dans ce domaine à travers le Centre de recherche des énergies renouvelables d'Alger et autres centres de recherche au niveau des universités

du pays, a elle expliqué Mme Zerouati.

La ministre a mis l'accent, lors de son inspection du jardin Pasteur au centre-ville de Mascara, sur l'intérêt à accorder aux espaces verts et aux jardins en chargeant des entreprises spécialisées de leur réhabilitation et aménagement.

La première responsable du secteur a inspecté, lors de sa visite dans la wilaya de Mascara, le centre d'enfouissement technique des déchets de la commune d'El Keurt où elle s'est enquis du projet du centre de tri des déchets en cours de réalisation au niveau de ce CET, une pépinière de fleurs de décoration réalisée dans le cadre de l'entreprise de gestion des CET qui gère un ensemble d'espaces verts sur la base de contrats avec des communes de la wilaya.

Elle a visité, dans la commune de Matemore, le projet de réalisation d'une plateforme de fertilisation par les déchets domestiques dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et le projet de coopération algéro-belge et la station de transfert des déchets domestiques.

A la maison de l'environnement de Mascara, Mme Zerouati a présidé une cérémonie de signature d'une convention entre l'entreprise de gestion des CET et les communes de Mohammadia, Sig, Tighennif et Ghriiss. En vertu de cette convention, l'entreprise précitée se charge de la gestion des jardins et des espaces verts au niveau de ces collectivités.

La ministre a aussi visité une exposition des activités de clubs verts de la wilaya.

TERRORISME/LUTTE

9 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Batna (MDN)

Neuf (9) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lundi à Batna et une casemate contenant des outils et des produits chimiques utilisés dans la confection d'explosifs a été découverte à Skikda, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, un détachement combiné de l'Armée Nationale Populaire a arrêté, le 22 janvier 2018, neuf (09) éléments de soutien aux groupes terroristes à Batna/5e RM, tandis qu'un autre dé-

tachement de l'ANP, en coordination avec les éléments de la sûreté nationale, a découvert à Skikda/5e RM une (01) casemate contenant des outils et des produits chimiques utilisés dans la confection d'explosifs, ainsi que divers autres objets", a précisé la même source.

Et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a intercepté, à Bordj Badji Mokhtar/6 RM, quatre contrebandiers et saisi un camion chargé de 1,75 tonne de denrées alimentaires et 12.000 litres d'huile de table, alors que deux personnes ont été arrêtées à

Tamanrasset/6e RM et un camion et des outils d'orpillage y ont été saisis, a ajouté la même source. De même, des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté à Ouargla et Biskra/4e RM, 4 contrebandiers et ont saisi 2.456 unités de différentes boissons et 1.050 paquets de cigarettes.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières ont arrêté 34 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Laghouat, Ghardaïa, Béchar et Tindouf.

PÊCHE - PROJETS Wilaya d'Alger: réception partielle du port de Rais Hamidou en attendant la finalisation des travaux de son réaménagement avant l'été 2018

Le port de pêche Rais Hamidou (Alger) qui a connu des travaux de réaménagement pour l'amélioration des conditions d'accueil des professionnels de la pêche (pêcheurs et commerçants), des visiteurs et des touristes, a été en partie réceptionné en attendant sa livraison intégrale avant la saison estivale 2018, une fois l'aménagement de toutes les structures finalisées, a indiqué Mme Rabia Zerrouki, directrice de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Alger.

A la fin de la semaine dernière, le port de pêche Rais Hamidou, qui a connu des travaux de réaménagement a été partiellement réceptionné, a affirmé Mme Zerrouki dans une déclaration à l'APS, soulignant qu'il sera livré intégralement avant la saison estivale 2018.

Les travaux de mise en conformité, de réaménagement et de protection du port Rais Hamidou avaient pris fin en janvier 2016, a-t-elle indiqué précisant que le reste des travaux englobait le réaménagement du port, la généralisation et la réinstallation du réseau d'éclairage public et la réfection du réseau d'assainissement des eaux.

A cet effet, la responsable a annoncé que le problème d'évacuation des eaux usées provenant des habitations jouxtant le port, a été réglé, en les déviant vers la plage.

Les travaux de réaménagement se poursuivent actuellement pour la réalisation d'espaces verts, d'aires de jeux, et d'espaces pour le sport, outre l'aménagement de la voie médiane du port, au profit des conducteurs (professionnels ou touristes).

Selon le bilan d'activités de la direction de la pêche de la wilaya d'Alger pour l'année 2017, les ports d'Alger ont connu plusieurs opérations de réaménagement notamment du port de pêche de Tamenfoust dont les travaux ont été pris en charge par l'Entreprise de gestion des ports et abris de pêche (EGPP), a précisé la responsable.

Plusieurs travaux d'aménagement ont été lancés dans le cadre du plan d'urgence d'aménagement des ports (2013/2018) au port de pêche "El Djemila" de Ain El Benian où le taux d'avancement des travaux a atteint 60 %.

Le plan a permis, jusqu'à présent, la réception de 6 abris de pêche et la réhabilitation de sites pour la vente au détail des produits halieutiques aux abords du port de Ain El Benian.

Par ailleurs, il est prévu au début du troisième trimestre de l'année 2018 le lancement des travaux de réalisation du dispositif de lutte contre les incendies au niveau des ports d'El Djemila et de Tamenfoust.

Des projets de réalisation de réservoirs d'eau au niveau des ports d'Alger ont été approuvés en attendant le parachèvement durant le deuxième trimestre de l'année de tous les travaux des réseaux d'eau potable et de raccordement au réseau électrique au niveau des ports d'El Djemila et de Tamenfoust, sachant que la direction des travaux publics de la wilaya d'Alger est chargée de parachever les projets cités, selon Mme Zerrouki.

Concernant l'avancement des projets du plan d'urgence d'aménagement des ports, 20 plates-formes d'accostage au port d'Alger et 10 autres au port d'El Djemila sont en cours d'installation.

Le port d'Alger a été équipé d'un dispositif de lutte contre les incendies et les travaux des réseaux d'assainissement et d'électricité ont été parachevés.

20 plates-formes d'accostage dotées des équipements nécessaires avaient été réceptionnées dans ce port.

L'EGPP relevant de l'entreprise du port d'Alger avaient mis en place un programme de réhabilitation des ports de proximité à Tamenfoust, Rais Hamidou et El Djemila avec une enveloppe financière de près de 793,1 milliards de DA à l'effet d'organiser le commerce halieutique et d'assurer de meilleures conditions de travail pour les vendeurs et les clients.

AGRICULTURE - EAU

M. Necib met en exergue l'importance du recours aux systèmes économiseurs d'eau en agriculture

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a mis en exergue, lundi à Aïn Defla, l'importance du recours aux systèmes économiseurs d'eau dans le domaine de l'agriculture, relevant que ce procédé permettra l'augmentation des rendements ainsi que l'élargissement des superficies irriguées.

Il est absolument nécessaire que dans le domaine de l'agriculture, le recours aux systèmes économiseurs d'eau soit renforcé dans le but d'augmenter les rendements et d'élargir les superficies irriguées, a indiqué le ministre au cours d'un point de presse tenu à la fin de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya.

M. Necib a observé que le recours aux systèmes économiseurs d'eau en agriculture est d'autant plus important que sur les 10,5 milliards de mètres cubes mobilisés, quelque 70 % y sont destinés, soulignant que l'utilisation rationnelle de cette substance précieuse doit constituer la "préoccupation de tous." Se félicitant qu'à Aïn Defla, le recours aux systèmes économiseurs d'eau en agriculture ait atteint les 85 %, il a appelé à la nécessité de généraliser cette opération à l'ensemble des wilaya du pays, relevant l'im-



portance de la mise en place de campagnes de sensibilisation pour inciter les agriculteurs à adhérer à cette démarche visant la préservation de la ressource hydrique.

Je ne ferai preuve d'aucune originalité en disant que l'Algérie, qui se situe dans une zone semi-aride, ne dispose pas d'une pléthore en matière de ressources hydriques, a-t-il observé, faisant remarquer que les efforts déployés dans ce domaine depuis les années 2000 visent l'amélioration des besoins destinés à l'agriculture ainsi que ceux inhérents à l'AEP.

Il a, dans ce cadre, fait état de la prochaine entrée en service de deux barrages en l'occurrence ceux de Béni Slimane (Médéa) et Seklafa (Laghouat), relevant que ces deux prochaines structures porteront à 80 le nombre des barrages à travers le territoire national.

AIR ALGÉRIE: L'équilibre financier est « fragile »

L'équilibre financier de la compagnie aérienne Air Algérie est "fragile" vu les charges de cette entreprise, a indiqué hier le directeur de la Division commerciale de la compagnie nationale, Zohir Houaoui.

Intervenant sur les ondes de la radio nationale, M. Houaoui a relevé que cette situation s'explique essentiellement par les charges de la compagnie liées notamment à la masse salariale qui devrait se situer entre 18% et 20% des charges, ainsi qu'aux coûts d'exploitation relatifs à la maintenance et au carburant.

Mais en dépit de cette délicate situation, le même responsable a avancé que cette compagnie aérienne exclut toute augmentation des prix de ses prestations: "Cela n'est pas possible parce que nous évoluons dans un environnement concurrentiel".

Actuellement, a-t-il précisé, 22 compagnies aériennes activent dans le marché algérien.

Interrogé sur la grève du personnel navigant commercial observée lundi dernier pour revendiquer des augmentations salariales, il l'a considérée comme "illégal" et rejetée par la justice car le préavis de grève déposé le 31 décembre dernier était entaché d'irrégularités.

Il a, cependant, rappelé qu'un accord prévoyant cette augmentation des salaires avait été conclu avec les membres de cette profession il y a une année, soulignant que cet accord n'est pas remis en cause mais qu'il s'agit seulement d'un gel factuel. A la question d'une éventuelle révision de la grille des salaires, M. Houaoui a affirmé que cette revendication ne pouvait pas se concrétiser dans le contexte actuel du fait des équilibres financiers fragiles de l'entreprise.

Air Algérie "n'est pas dans la capacité de pouvoir assurer cette augmentation salariale au détriment de son équilibre financier", a-t-il fait valoir en ajoutant que la compagnie se trouve dans une situation "difficile" dans le sens où elle ne pourrait pas se permettre de pouvoir assurer une telle révision des salaires.

Mais une fois que la situation financière s'améliorera, a-t-il soutenu, l'entreprise prendra en charge cette revendication soulevée par le personnel.

Selon lui, les 9.000 employés d'Air Algérie, dont le personnel navigant, avait déjà été informé des contraintes financières auxquelles fait face Air Algérie.

Abordant, par ailleurs, le développement à l'international de la compagnie, le même responsable a fait savoir que de nouvelles lignes aériennes seront ouvertes pour desservir des pays de l'Afrique subsaharienne comme le Tchad et le Cameroun.

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie : le personnel navigant commercial met fin à sa grève et reprend le service

Le personnel navigant commercial (PNC) de la compagnie Air Algérie a repris lundi à 20h30 son travail après une grève déclenchée ce matin ayant entraîné des perturbations du trafic aérien national et vers l'étranger, a-t-on appris lundi auprès du premier responsable de la compagnie.

"Le PNC a décidé de mettre fin à sa grève et de reprendre le service à partir de 20h30", indiqué à l'APS, le Président directeur général d'Air Algérie, Bekhouche Allache, sans donner plus de précisions.

"Le personnel a rejoint les postes de travail et les choses reviennent progressivement à la normale", a-t-il ajouté.

La Cour d'Alger - Tribunal de Dar El-Beida - a déclaré dans l'après-midi "illégal" la grève du PNC d'Air Algérie en vertu d'un jugement en référé, avait indiqué une source responsable au sein de la compagnie aérienne.

Le jugement rendu lundi aux environs de 16h00 fait obligation au personnel gréviste de ne pas entraver le fonctionnement des services



de la compagnie, ajoute la même source.

Le jugement intervient suite à l'action en justice introduite par Air Algérie près le tribunal territorialement compétent de Dar El Beida.

Une cellule de crise a été mise en place par l'administration d'Air Algérie pour trouver des solutions à la per-

turbation du trafic aérien au niveau de l'aéroport depuis les premières heures de lundi à l'effet de programmer les vols et permettre aux voyageurs de parvenir à leurs destinations, a indiqué le même source.

Le personnel navigant commercial de la compagnie Air Algérie avait déclenché

lundi matin une grève sans préavis, en soulevant plusieurs revendications dont la révision de la grille des salaires.

En raison de ce débrayage du personnel navigant commercial, plusieurs vols internationaux et nationaux de la compagnie aérienne nationale avaient été annulés.

Un avion d'Air Algérie à destination de Paris rebrousse chemin pour incident technique

Un avion d'Air Algérie, qui devait assurer hier matin un vol Alger-Paris, a fait demi-tour peu après son décollage à cause d'un problème de moteur déclenché par l'impact avec un volatile, a indiqué à l'APS le directeur de la division des affaires générales de la compagnie nationale, Reda Toubal Seghir.

"Pendant la phase de décollage du vol AH1002 Aéroport Houari Boumediène-Roissy Charles de Gaulle, l'avion a été percuté par des oiseaux dont l'impact a été ressenti par le commandant

de bord qui a fait demi-tour pour inspection, et ce, en application des procédures de sécurité pour vérifier l'état du moteur", explique le même responsable.

Les techniciens de la compagnie, qui ont procédé à une inspection de l'appareil, ont confirmé qu'une opération de maintenance était nécessaire, poursuit-il.

En conséquence, Air Algérie a procédé au débarquement des passagers pour les réembarquer à bord d'un autre

appareil, assure M. Toubal Seghir.

Pour rappel, à travers le monde, il y a annuellement entre 5.000 et 6.000 incidents causés par des volatiles dans l'aviation civile. Les constructeurs sont ainsi soumis à une réglementation de plus en plus sévère.

Certains aéroports à travers le monde utilisent des moyens pour tenter d'écartier les volatiles mais n'ont pas toujours été efficaces, telles la torche laser et l'imitation de cris de détresse.

SANTÉ

Les médecins résidents organisent un sit-in dans l'enceinte du CHU Mustapha-Pacha

Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA) a organisé hier dans l'enceinte du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha-Pacha (Alger) un sit-in en présence de dizaines de médecins résidents venus de différentes facultés de médecine au niveau national.



Les protestataires ont hissé des banderoles exprimant leurs préoccupations, notamment le refus du service national et du service civil, rappelant leur revendication principale à savoir "un seul service" (national ou civil).

Rassemblés devant l'entrée principale de l'établissement hospitalier, où un dispositif sécuritaire renforcé a été mis en place, les manifestants n'ont pas tenté de porter la protestation dans la rue. A ce propos, le coordinateur et porte-parole de ce corps de médecins, Dr. Mohamed Taïleb qui a

déclaré à l'APS que "les protestataires respectent les lois de la République et la marche de protestation aura lieu dans l'enceinte même de l'hôpital".

La tutelle avait installé, dimanche dernier, un comité intersectoriel chargé de trouver des solutions aux revendications des médecins résidents et avait également reçu, plusieurs fois, des représentants de ce corps depuis le début de la grève, le 14 novembre dernier.

Parmi les revendications exprimées par les médecins résidents, figure, entre autres, l'amélioration du service

civil, en réunissant les moyens humains et matériels ainsi que le logement dans toutes les régions du pays où les médecins résidents sont affectés pour combler le déficit en médecins spécialistes.

Le débrayage enclenché par les 15 000 médecins résidents de différentes spécialités, a provoqué une grande perturbation dans un nombre d'établissements hospitaliers, allant jusqu'à la paralysie dans certaines spécialités, à l'instar de la chirurgie, où des interventions chirurgicales ont été reportées, et parfois annulées.

SELON LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ :

« Le tribunal administratif d'Alger juge illégale la grève des paramédicaux »

Le tribunal administratif d'Alger a jugé lundi "illégal" la grève cyclique initiée par le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), a indiqué hier un communiqué du de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

"Statuant en référé, le tribunal administratif d'Alger a prononcé lundi l'illégalité de la grève cyclique initiée par le Syndicat algérien des paramédicaux", a précisé la même source.

A cet effet, a ajouté le communiqué du ministère, l'administration est "tenue de respecter les dispositions juridiques régissant les relations de travail et celles



du statut général de la fonction publique".

Pour le ministère, s'agissant d'une grève déclarée "illégal" par la justice, "ceux qui se déclarent en grève et ne rejoignent pas leur poste de travail sont en réalité en

situation juridique d'abandon de poste et s'exposent à des mesures administratives diverses à commencer par les retenues sur salaire non plafonnées".

Le ministère de la Santé a réitéré sa "disponibilité

au dialogue "constructif" et invite la direction du SAP à "se conformer à la loi et à cesser sa grève illégale".

Le corps paramédical, qui avait poursuivi lundi sa grève cyclique (3 jours par semaine) pour la deuxième semaine consécutive, a soumis à la tutelle plusieurs revendications socioprofessionnelles ayant notamment trait à la carrière professionnelle, aux primes d'encadrement et de documentation, à la sécurité dans les hôpitaux, à la formation et au recrutement des infirmiers titulaires de diplômes de licence.

ROUTES - PRÉVENTION L'ancrage de la culture de la sécurité routière thème de journées de sensibilisation à Adrar

L'ancrage de la culture de la prévention et de la sécurité routières, pour réduire les tragédies engendrées par les accidents de circulation, est le thème de journées de sensibilisation sur la prévention routière, ouvertes hier à Adrar à l'initiative du Touring Club d'Algérie (TCA) et des concours de l'association locale "Tarik El-Sallama". Initiées en coordination avec des associations de différentes régions du pays, cette action de sensibilisation vise l'ancrage de la culture de la sécurité routière au sein de la société en vue de lutter contre les accidents de circulation, cause d'importants pertes humaines et dégâts matériels, et des drames sociaux, a indiqué à l'APS le Secrétaire général du TCA.

Devant s'étaler jusqu'à demain, ces journées, animées par des représentants des corps de la Police, de la Gendarmerie et de la Protection civile, visent également la sensibilisation des usagers de la route sur les mesures préventives pour éviter les accidents de circulation, en plus de la présentation de cours pratiques sur les premiers secours à prodiguer en cas d'accidents, a précisé M. Mohamed Boudali.

Le président de l'association "Tarik El-Sallama" de la wilaya d'Adrar, Boubekeur Lallou, a indiqué, de son côté, que le programme de cette manifestation prévoit l'organisation d'un circuit de circulation au profit des petits conducteurs, des élèves du primaires, ainsi que la distribution de dépliants d'information et de vulgarisation au niveau de différents points du réseau routier et au niveau des stations de transport de voyageurs.

L'occasion donnera également lieu à l'organisation, en coordination avec les services sécuritaires et de la Protection civile, d'un exercice simulant un accident de circulation, pour initier le public sur les attitudes à adopter en cas d'accidents, dont les premiers secours à prodiguer, le sauvetage et l'information.

Intervenant suite à des manifestations similaires initiées par le TCA dans d'autres wilayas du pays, ces journées s'inscrivent au titre de la "Décennie d'actions pour la sécurité routière 2011-2020" proclamée par les Nations Unies en mars 2010, et visant la préservation de vie humaines, la réduction des accidents de la route à travers le monde, à travers des plans nationaux pour la sécurité routière, selon un communiqué du TCA.

Le Touring Club d'Algérie a procédé, dan ce cadre, à la mise en place d'une commission de la prévention et de la sécurité routières et s'est engagé à contribuer à la promotion des initiatives et règles de sécurité routière.

Le programme de ces journées prévoit également l'organisation, en l'honneur des participants, de circuits touristiques au niveau des ksour, des sites archéologiques et palmeraies d'Adrar, en plus d'activités de proximité sur la sécurité routière.

SÉCURITÉ SOCIALE

50 % des employeurs de la CNAS ont déposé leur DAS de l'exercice 2017 à Constantine

Cinquante pour cent (50%) des employeurs de l'antenne locale de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) de Constantine au nombre de 12.000 affiliés ont déposé leur déclaration annuelle de salaires et des salaires (DAS) de l'exercice 2017, a révélé hier à l'APS le directeur par intérim de cette agence.

L'opération lancée depuis le 2 janvier dernier se poursuivra "pour toucher le reste de ces employeurs avant la fin du mois en cours", a indiqué M. Mohamed Bouhidel en marge d'une journée de sensibilisation sur la DAS, tenue au siège de la CNAS, sis au boulevard Rabah Bitat, au centre ville.

Il a ajouté que les employeurs ciblés par cette opération de sensibilisation sont invités à se familiariser avec le système de télé-déclaration des cotisations de sécurité sociale via internet, détaillant que la rencontre sera mise à profit pour vulgariser les mesures incitatives mises en place au profit des employeurs des différents secteurs concernant le paiement électronique, qui permettra, a-t-il soutenu, "de régler les cotisations de sécurité sociale en toute sécurité".

M. Bouhidel a dans ce contexte ajouté que les déclarations de la DAS via le net sont inscrites dans le cadre des efforts de modernisation des services de la CNAS et de l'amélioration des prestations des services.

Pas moins de 624.391 assurés sociaux et 790.338 ayant droits sont actuellement recensés par l'antenne locale de la caisse nationale des assurances sociales de la wilaya de Constantine.

UNIVERSITÉ - ENTREPRENEURIAT

Maison de l'entrepreneuriat de Batna: 60 micro-entreprises créées par des universitaires en 2016 et 2017

Les diverses activités organisées par la maison de l'entrepreneuriat de Batna ont permis la création durant les années 2016 et 2017 de soixante (60) micro-entreprises par des universitaires, a affirmé à l'APS le directeur de la maison de l'entrepreneuriat de l'université Batna, Mohamed Bourouba.

"Ces nouvelles entreprises créées par des universitaires ayant fréquentés la maison de l'entrepreneuriat et bénéficié des mesures d'accompagnement proposées par cette instance, sont versées principalement dans le secteur de l'agriculture, le bâtiment et les services", a précisé lundi le même responsable qui assistait au coup d'envoi de la caravane de l'entrepreneuriat devant sillonné un mois durant, les différents instituts et facultés de l'université Batna.

Cette initiative (la caravane), première du genre dans la wilaya a pour objectif "de tisser davantage de liens de rapprochement avec l'étudiant et de mettre à sa disposition toutes les informations nécessaires s'agissant des facilitations prévues par le gouvernement pour la création de micro-entreprises", a déclaré le même responsable.

"Les sessions de formation et de sensibilisation organisées par la maison de l'entrepreneuriat de l'université de Batna n'ont pas eu l'engouement souhaité, d'où l'idée d'organiser cette caravane et se déplacer vers les étudiants pour assurer un impact meilleur sur le terrain", a-t-il dit.

Lancée depuis la faculté des sciences humaines et sociales, cette caravane

composée de tous les acteurs actant dans le domaines des affaires dont des représentants des différents dispositifs d'aide à l'emploi, et l'association des jeunes entrepreneurs s'installera deux jours à chaque destination, a fait savoir M. Bourouba, indiquant qu'une grande exposition sera organisée à l'entrée des facultés et instituts pour faciliter l'échange et la communication avec les étudiants.

L'initiative s'inscrit dans le cadre du plan d'action de la maison de l'entrepreneuriat pour l'exercice 2018, a ajouté la même source, mettant l'accent sur l'importance d'inculquer la culture de l'entrepreneuriat chez les étudiants pour mieux accompagner le processus de développement économique en cours en Algérie.

ALGÉRIE - INFLATION L'évolution annuelle des prix à la consommation à 5,6% en 2017

L'évolution annuelle des prix à la consommation en 2017 a été de 5,6% par rapport à 2016, a appris hier l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Cette évolution annuelle représente celle de l'indice des prix à la consommation sur la période allant tout au long des douze (12) mois de 2017 par rapport à la même période de 2016.

Quant aux prix à la consommation enregistrés en décembre 2017 par rapport à décembre 2016, ils ont connu une croissance de 4,9%, note la même source.

Pour rappel, l'évolution annuelle des prix à la consommation avait été de 6,4% en 2016 par rapport à 2015.

En outre, les prix à la consommation avaient été de 7% en décembre 2016 par rapport à décembre 2015.

Concernant la variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'évolution de l'indice du mois de décembre 2017 par rapport à celui de novembre 2017, elle a été de 0,3%.

En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont enregistré une hausse de 0,3% en décembre 2017 par rapport à novembre 2017, induite aussi bien par l'évolution des produits agricoles frais que par celle des produits agro-alimentaires.

En effet, les produits agricoles frais ont affiché une hausse de 0,3% avec une augmentation plus ou moins importante des prix de certains produits mais une baisse significative des prix des fruits (-15,7%).

Pour ce qui est de la tendance mensuelle observée pour les produits agro-alimentaires industriels, les prix ont augmenté de 0,2% en raison, essentiellement, de l'augmentation des prix des légumes secs (+2%). Par ailleurs, les prix des produits manufacturés ont grimpé de 0,4% alors que ceux des services ont accusé une stagnation, fait savoir l'ONS. Par groupe de biens et services, les prix de l'habillement-chaussures ont enregistré une hausse de 0,7%, alors que ceux des meubles et des articles d'ameublement ont bondi de 2,2%. Par contre, le groupe logement-charges a marqué une baisse des prix de près de 0,2%, tandis que le reste des autres groupes s'est caractérisé par des variations modérées. La loi de finances de 2017 avait prévu une inflation de 4%.

Selon les prévisions faites par le ministère des Finances, le taux d'inflation devrait s'établir autour de 5,5% en 2018, de 4% en 2019 et de 3,5% en 2020.

PRIX DU PÉTROLE

Le Brent à plus de 69 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole montaient encore hier en cours d'échanges européens alors que le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance mondiale à la hausse, ce qui pourrait doper la demande de pétrole.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 69,31 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 28 cents par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence prenait 29 cents à 63,86 dollars.

Après avoir reculé la semaine dernière, les cours semblaient bénéficier

INDUSTRIE

Création de trois nouvelles zones d'activités à Guelma

Trois (3) nouvelles zones d'activités, destinées à abriter des projets d'investissements industriels et touristiques ainsi que des micro-entreprises, viennent d'être créées dans la wilaya de Guelma, a annoncé dimanche le chef de l'exécutif local, Fatima Zohra Rais.

Invitée de la radio locale, Mme Rais a indiqué que les assiettes foncières destinées à abriter ces projets d'investissements étaient situées dans les communes d'Ain Beida, Lakhzara et Ain Larbi.

Elle a, dans ce contexte, révélé que pas moins de 10 projets d'investissements agro-alimentaires avaient été implantés dans la nouvelle zone d'activités d'Ain El Beida, affirmant que cette initiative s'accorde avec les spécificités de cette région située au confluent des wilayas de Guelma, d'El Taref et d'Annaba.

Le wali de Guelma a, par ailleurs, considéré la zone d'industrie agro-alimentaire d'Ain El Beida comme un "atout" pour réussir le projet du marché régional des fruits et légumes en cours de réalisation dans cette commune, devant alimenter dans un futur proche sept (7) wilayas de l'est du pays.

La wilaya de Guelma a également entrepris la création d'une nouvelle zone de 19 hectares dans la commune de Lakhzara au profit des micro-entreprises ayant bénéficié d'un soutien de



l'Etat pour l'élargissement de leur activité, a-t-elle ajouté.

La troisième zone d'activité est quant à elle destinée à abriter des investissements touristiques dans la commune d'Ain Larbi (31 km du sud de Guelma) qui dispose de nombreuses potentialités en matière de thermalisme, selon la même source. Mme Rais a révélé que la wilaya de Guelma avait donné son

accord de principe à plusieurs demandes d'investissement dans cette région en attendant de choisir l'assiette foncière devant accueillir ces projets.

Selon elle, l'opération d'octroi du foncier industriel dans la wilaya de Guelma survient en même temps que le retrait des agréments d'investisseurs qui n'ont pas encore concrétisé leurs projets.

INVESTISSEMENT

Oran: annulation de plus de 40 arrêtés d'assiettes foncières pour non concrétisation de projets d'investissement

Plus de 40 arrêtés d'assiettes foncières ont été annulés dernièrement à Oran pour non concrétisation par leurs bénéficiaires de projets d'investissement, a-t-on appris du wali.

Ces arrêtés concernent la zone d'activité de la commune de Boutlélis.

En outre, 34 mises en demeure ont été destinées au niveau des espaces de showroom de véhicules situés au chemin menant à l'aéroport international "Ahmed Ben Bella" d'Es Sénia, a indiqué Mouloud Cherifi, samedi lors du "Forum des citoyens" organisé par le quotidien "Ouest Tribune" paraissant à Oran.

Cette opération intervient sur la base des rapports d'équipes d'inspection et de la direction de l'Industrie et



des mines œuvrant en coordination avec la commission de wilaya de l'investissement et les gérants de zones industrielles pour recueillir des données au niveau de toutes les zones industrielles et d'activité, selon le wali.

Le chef de l'exécutif a affirmé que les portes sont ouvertes aux investisseurs

qui désirent investir à Oran, soulignant que dans le cas de non réalisation des projets d'investissement, les terrains seront annulés et repris.

Il a précisé que ces mesures ont donné des résultats, signalant une dynamique à la zone de showroom de véhicules.

Les services de la wilaya accompagnent les investisseurs.

Chaque semaine, une réunion est organisée pour soulever tous leurs problèmes et les résoudre, a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, la wilaya d'Oran compte créer une zone d'activité dans la commune de Sahraoui sur une superficie de 560 hectares disposant de toutes les commodités, a annoncé le wali.

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a consacré une enveloppe de 134 millions DA pour l'achèvement des travaux d'aménagement de la zone d'activité de Bouilliss et le lancement des travaux d'aménagement de la zone industrielle de Berthou, a ajouté Mouloud Cherif.



l'American petroleum institute (API) publiera ses chiffres après la clôture européenne hier, et les données officielles du Département américain de l'Energie (DoE) suivront aujourd'hui en cours de séance européenne.

d'un certain retour de l'optimisme des marchés, alors que le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 3,9% en 2018 et en 2019 (contre 3,7% pour les deux années selon les prévisions précédentes).

"Cela améliore encore les perspectives déjà plutôt bonnes de la demande sur le marché du pétrole.

Par conséquent, les prévisions de l'Agence internationale de l'Energie (AIE) pourraient être trop basses", ont espéré les analystes de Commerzbank.

En misant sur une hausse de la demande mondiale moyenne de 1,3 million de barils par jour dans son rapport mensuel publié vendredi, l'AIE a inquiété les marchés, qui craignent que la croissance de la production ne dépasse celle de l'offre, notamment à cause des Etats-

Unis. "Les marchés continuent aussi de profiter de l'optimisme du ministre saoudien de l'Energie, qui propose de continuer l'accord de baisse de la production après 2018", ont rappelé les analystes de JBC Energy.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix autres producteurs, représentant 60% de la production mondiale, limitent leurs extractions depuis début 2017 dans le cadre d'un accord qui devrait durer jusqu'à fin 2018.

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, a appelé dimanche à une coopération à long terme, "au-delà de 2018".

Par ailleurs, comme chaque semaine, les analystes guetteront les données sur les réserves américaines.

La fédération professionnelle de

EMPLOI

Chômage dans le monde en légère hausse en 2018 malgré la reprise selon l'OIT

Les Nations unies affirment que le chômage dans le monde progressera en 2018 avec 192,3 millions de personnes sans emploi, soit 300.000 de plus que l'an dernier, en dépit d'une reprise de l'économie mondiale, selon un rapport publié lundi.

"L'économie mondiale ne crée toujours pas suffisamment d'emplois" et "les déficits en matière de travail décent sont encore répandus", a déploré le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Ryder, dans la présentation du rapport sur les tendances de l'emploi dans le monde.

La croissance économique mondiale a rebondi en 2017, tirée par des embellies dans toutes les régions, mais avec l'arrivée d'un nombre croissant de personnes sur le marché du travail, "le chômage élevé persistera en 2018", selon les prévisions de l'OIT.

En 2019, le nombre de chômeurs devrait augmenter de 1,3 million.

D'après les économistes, le taux de chômage mondial devrait rester stable ces deux prochaines années, à hauteur de 5,5% (contre 5,6% en 2017 et 5,5% en 2016).

En 2018, les pays développés devraient connaître leur sixième année consécutive de baisse du taux de chômage, qui tombera à 5,5% (le niveau le plus bas depuis 2007), puis à 5,4% en 2019. Pour les pays émergents, l'année



2018 marque un tournant, puisque le taux de chômage devrait tomber à 5,5% (contre 5,6% en 2017), note l'OIT qui affirme par ailleurs, que "le nombre de chômeurs dans ces pays va augmenter durant ces deux prochaines années, avec 144,6 millions de chômeurs en 2019".

Le nombre de chômeurs dans les pays en développement devrait augmenter d'un demi-million par an en

2018 et 2019, le taux de chômage restant aux alentours de 5,3%. "Toutefois, la persistance d'emplois de qualité médiocre et la pauvreté des travailleurs restent les principaux problèmes de nombreux pays en développement et émergents", constate le rapport.

La pauvreté au travail se réduit mais à un rythme encore trop lent pour compenser l'accroissement de la population active, pointe par ailleurs l'OIT.

SELON LA COFACE

Vers un pic de la croissance mondiale en 2018 malgré les risques politiques "toujours élevés"

L'économie mondiale va connaître en 2018 un pic de croissance malgré la persistance des risques politiques, a estimé la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) dans son guide annuel sur les risques pays publié mardi.

"En 2018, la croissance mondiale pourrait atteindre son climat (prévision de 3,2% par Coface).

Dans les pays émergents, la reprise est attendue plus forte (4,6% selon Coface) et surtout plus synchronisée", a précisé la Coface dans son analyse des risques et prévisions sur 160 pays et 13 secteurs rendue publique lors de son colloque annuel organisé à Paris.

Elle constate, cependant, que dans les pays avancés, le mouvement baissier des défaillances continue mais "commence à s'essouffler (prévision de -1,8% seulement en 2018, après -6% en 2017), soulignant que beaucoup de pays étant revenus à leur niveau d'avant-crise.

Sauf pour le Royaume-

Uni qui verra, poursuit-elle, une hausse de ses défaillances (+10% selon son estimation) "dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes", lié exclusivement au Brexit.

Dans un contexte plus général, elle rappelle que l'année 2017, démarrée sous la menace protectionniste et rythmée par de nombreuses élections et crises politiques, a réservé de "bonnes surprises" économiques, relevant que le commerce mondial a fait un "bond spectaculaire" (4,4% en 2017 selon les prévisions de Coface, après 1,5% en 2016), alors que le risque protectionniste "ne s'est finalement pas matérialisé".

Il fait constater, à cet effet, que le nombre net de mesures protectionnistes au niveau mondial a atteint 283 en 2017 contre 374 en 2016, malgré une progression aux Etats-Unis, affirmant que l'activité s'est révélée "plus robuste" que prévu aux Etats-Unis, en Europe et dans plusieurs pays émergents "où elle a été soutenue

par la remontée graduelle des cours de plusieurs matières premières." Toutefois, cette embellie mondiale ne sera pas exempte de risques, selon la Coface qui alerte sur trois risques majeurs pour l'année 2018. Elle cite en premier lieu des contraintes d'offre qui seront, selon elle, "plus fortes" dans les économies avancées.

"A partir du second semestre, la question de la surchauffe sera particulièrement d'actualité pour les entreprises de pays avancés.

Les niveaux historiquement bas du chômage en Allemagne, aux Etats-Unis mais aussi en Europe centrale indiquent que les entreprises sont proches des limites de leur capacité de production", a-t-elle expliqué. Le deuxième problème, pour elle, se situe en Chine où le risque bancaire est non seulement "toujours présent", mais augmente "sensiblement", en particulier au sein des petites et moyennes banques, expliquant que les faiblesses structurelles de

l'économie chinoise, dissimulées "temporairement" en 2016 et 2017 grâce aux investissements publics, "refont surface", avec les surcapacités dans l'acier et l'envolée de la dette des entreprises sous la forme de crédit bancaire et de shadow banking.

Le dernier risque évalué par la Coface est d'ordre politique qu'elle recommande de surveiller "dans un contexte de calendrier électoral chargé".

"La résurgence de risques politiques n'est pas à exclure en 2018. La frustration sociale reste élevée dans les pays émergents au début d'une année riche en élections", a-t-elle noté, citant en autres l'Iran, le Liban, l'Arabie saoudite, la Russie, le Brésil ou encore au Mexique. La Coface, rappelle-t-on, leader mondial de l'assurance-crédit, offre à 50 000 entreprises du monde des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export.

IRAK

Signature lundi d'un accord avec l'Américain Orion pour exploiter le gaz à Bassora

L'Irak va signer lundi un protocole d'accord avec la compagnie américaine Orion Gas Processors pour exploiter le gaz du champ pétrolier de Ben Omar, situé dans la province de Bassora (sud du pays), a indiqué le ministère du Pétrole irakien.

Ce champ pétrolier, riche en hydrocarbures, produit 40.000 barils de pétrole par jour. Seule une petite partie du gaz associé y est actuellement

exploitée -25 millions de pieds cube par jour-, alors que l'Irak peine à assurer la fourniture en électricité de ses 35 millions d'habitants.

Le champ de Ben Omar et ses réserves en pétrole fait l'objet de négociations avec d'autres compagnies, notamment chinoises ainsi que l'Américain Exxon, rappelle l'experte du pétrole irakien Ruba Husari.

"En décembre, alors qu'il annonçait

la "victoire" sur le groupe terroriste autoproclamé (EI/Daech), l'Irak a enregistré un pic des exportations de pétrole.

Deuxième producteur de brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Irak a exporté en décembre 109,6 millions de barils, un record sur l'ensemble de l'année 2017, selon les chiffres du ministère du Pétrole.

PARADIS FISCAUX L'UE retire 8 pays dont la Tunisie de sa liste noire



Huit pays dont la Tunisie ont été retirés de la liste noire des paradis fiscaux de l'Union européenne (UE), adoptée début décembre 2017, a annoncé hier le Conseil de l'UE dans un communiqué.

La décision a été prise lors du Conseil "Affaires économiques et financières" de l'UE à Bruxelles et concerne la Tunisie, les Emirats Arabes unis, le Panama, la Corée du Sud, la Mongolie, Macao, Grenade et Barbade.

"Huit pays (le Panama, la Corée du Sud, les Emirats Arabes Unis, la Tunisie, la Mongolie, Macao, Grenade et Barbade) ont été retirés de la liste noire" de l'UE, est-il indiqué dans le communiqué.

Le retrait de ces pays de la toute première liste noire des paradis fiscaux de l'UE, dressée par les ministres européens des Finances a été décidé après les engagements pris à "un haut niveau politique" pour remédier aux préoccupations exprimées par l'UE concernant leur modèle fiscal.

"Le 23 Janvier 2018, le Conseil est convenu qu'un retrait de la liste était justifié à la lumière d'une évaluation d'experts des engagements pris par ces pays pour combler les lacunes identifiées par l'UE.

Dans chaque cas, les engagements ont été appuyés par des lettres signées à un haut niveau politique", a-t-on ajouté.

Ainsi, il ne reste que 9 pays sur cette liste noire de l'UE qui comptait, au départ, 17 Etats ou juridictions accusés de ne pas faire le nécessaire pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscale.

Aucun pays de l'Union n'y figure.

Les pays retirés de la liste noire de l'UE seront portés sur une autre liste dite "grise" et qui compte déjà 47 "juridictions".

Ils feront l'objet d'une "surveillance étroite" de la part des experts de l'UE afin de vérifier la mise en oeuvre des engagements pris pour remédier aux insuffisances de leurs systèmes fiscaux et à respecter les critères requis.

Le commissaire européen chargé des Affaires économiques et financières, Pierre Moscovici, a souligné, il y a quelques jours, la nécessité pour ces pays de "passer des paroles aux actes" en respectant leurs engagements pris d'ici à la fin de l'année 2018.

Dans le cas contraire, le commissaire Moscovici a prévenu que "ces pays retourneront sur la liste noire et écoperont de sanctions". La liste noire de paradis fiscaux adoptée dans le sillage d'une série de scandales d'évasion fiscale: "LuxLeaks" fin 2014, "Panama Papers" en avril 2016 et "Paradise Papers" en novembre 2017, ne comprend aucun pays européen.

L'UE a décidé d'emblé d'exclure de cette liste les pays européens, censés se conformer au droit de l'UE en matière de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales.

Pourtant, certains de ses Etats membres, notamment l'Irlande, Luxembourg, Malte et les Pays-Bas sont connus pour leur régime fiscale particulièrement avantageux.

L'exclusion de ces pays européens de la liste noire de l'UE des paradis fiscaux a soulevé le courroux de certains ONG et députés européens qui ont contesté ce choix, estimant que cela pourrait porter atteinte à la crédibilité de cette liste.

OUARGLA : Accroissement attendu de la capacité d'accueil de l'institut de formation supérieure paramédicale

Des démarches sont entreprises par le secteur de la santé dans la wilaya de Ouargla pour accroître la capacité d'accueil de l'Institut national de formation supérieure paramédicale (INFSP) à quelque 1.500 places pédagogiques, contre 350 actuellement, a-t-on appris hier de la direction locale de la Santé et de la population (DSP). Cette opération contribuera à l'amélioration des conditions de formation au niveau de l'institut, devenu trop exigü devant le nombre croissant d'étudiants, issus des quatre wilayas du Sud du pays (Laghouat, Ghardaïa, Ouargla et Illizi), a expliqué à l'APS le DSP, Fadel Mossadek.

L'extension de la capacité de cet établissement de formation permettra également de prendre en charge les besoins des structures médicales des wilayas et de combler leur déficit en paramédicaux, notamment au niveau des structures de santé, y compris l'établissement public hospitalier EPH-Mohamed Boudiaf d'Ouargla, a-t-il ajouté.

Selon le même responsable, la capacité d'accueil de l'institut est insuffisante et ne permet pas de prendre en charge les besoins de la formation des étudiants, dont les périodes de formation oscillent entre 3 et 5 ans, selon les spécialistes de formation disponibles. Ouvert en 1974, l'INFSP d'Ouargla dispose, en termes de structures, de deux amphithéâtres d'une capacité d'accueil de 70 et 80 places, en plus de sept (7) salles de cours et d'un internat.

La DSP d'Ouargla estime nécessaire la projection de nouvelles opérations de développement de cet établissement de formation paramédicale, dont au moins deux amphithéâtres supplémentaires et quatre salles de cours, pour répondre aux besoins et assurer de bonnes conditions de formation des étudiants, et d'accroître la capacité d'accueil à la satisfaction des wilayas concernées. L'INFSP d'Ouargla accueille, cette saison (201/2018), près de 450 étudiants, filles et garçons, dont 60 nouvellement inscrits, répartis sur diverses spécialités de formation, dont sage-femme, infirmier de santé publique, laborantin et anesthésiste-réanimateur, a indiqué la responsable de la pédagogie, Mme. Zineb Slimani.

La même responsable annonce la sortie, à la fin de saison (juin), d'une promotion de 162 agents paramédicaux, dont 136 infirmiers et 26 laborantins. Une autorisation de formation de 140 nouveaux aides-soignants de santé publique a été accordée à l'institut au titre de la saison 2017/2018 pour prendre en charge les besoins formulés par les structures de santé.

Ces postes, soumis à un concours en février prochain, ont été retenus pour répondre aux besoins des dairas de Ouargla (40 postes), Touggourt (30), El-Hedjira (20), Témacine (10) et Mégarine (10), Hassi-Messaoud (8), Taïbet (8), Sidi-Khouiled (5), N'Goussa (5) et quatre postes pour la daïra frontalière d'El-Borma, ont indiqué les responsables de l'institut.

L'opération s'insère au titre des efforts déployés pour promouvoir les prestations de santé et la formation paramédicale, en application de la stratégie du secteur de la santé visant à faire face au déficit en encadrement paramédical accusé par les établissements de la santé et de prendre en charge ultérieurement les besoins des structures de santé en cours de réalisation.

APS

OUARGLA: Une vingtaine de projets touristiques en cours de réalisation

Une vingtaine de projets touristiques sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Ouargla, sur les 40 avalisés à la fin de l'année 2017 par le ministère du Tourisme, a-t-on appris de la direction du tourisme et de l'artisanat (DTA).

Dix neuf (19) de ces projets sont en cours de réalisation, à des taux d'avancement estimés entre 40% et 90%, et concernent diverses infrastructures (village touristique, hôtel et motel), dont trois hôtels implantés à la zone des équipements à Ouargla, d'une capacité de 100 lits chacun, à livrer prochainement, a précisé le DTA, Abdallah Belaid. Le reste des projets est en phase de règlement de certaines contraintes ayant gêné leur lancement, tels que le financement bancaire et le retard dans l'obtention du permis de construire, a-t-il signalé. Le même responsable a fait part du lancement, cette année, de trois projets de grands hôtels au chef lieu de wilaya, susceptibles de contribuer à l'augmentation de la capacité d'accueil. Ces structures sont appelées à booster le secteur à la faveur de l'amélioration des prestations touristiques et le renforcement du parc hôtelier qui totalise actuellement 29 structures hôtelières, cumulant une capacité de 1.775 lits. L'investissement touristique dans



la wilaya d'Ouargla a connu ces dernières années une relance, à la faveur des mécanismes préconisés par l'Etat pour encourager l'investissement dans le secteur. Ces efforts visent la relance

du tourisme saharien, en adoptant de nouveaux mécanismes et moyens susceptibles de promouvoir cette richesse et d'en faire de la région une destination touristique privilégiée.

TISSEMSILT: Parution prochaine d'un premier guide des activités artisanales féminines

L'association de promotion de la femme "Hawae El Wanchariss" de la wilaya de Tissemsilt éditera, avant la fin du premier trimestre de cette année, un guide sur les activités artisanales féminines, premier du genre dans la région, a indiqué dimanche la présidente d'association, Alia Bekri.

En marge d'une exposition de plats populaires et de produits d'artisanat locaux dans le cadre de la première semaine du patrimoine culturel amazigh qui

se poursuit à Tissemsilt, Alia Bekri a souligné que ce guide est en cours d'élaboration et mettra en exergue des activités féminines dont la fabrication d'alfa, de tapis, de tissage et de poterie.

Ce guide sera illustré de photos pour faire connaître les efforts de l'association en matière de valorisation et de promotion des produits d'artisanat féminin, surtout dans les zones rurales (gâteaux, broderie, confection de vêtements, ...). Ce guide abordera éga-

lement des métiers en voie de disparition dans la région de l'Ouarsenis dont la fabrication de produits en bois et alfa. Cette nouvelle publication s'insère dans le cadre du programme annuel élaboré par l'association "Hawae El Wanchariss", qui compte aussi organiser des expositions de produits d'artisanat et participer aux manifestations de wilaya, régionales et nationales avec le concours des directions du tourisme et artisanat et culture. A noter que la pre-

mière semaine du patrimoine culturel amazigh, initié par la bibliothèque principale de lecture publique "Dr Yahia Bouaziz" de Tissemsilt à l'occasion de Yennayer, porte sur des expositions du livre amazigh, de plats populaires et de produits d'artisanat.

Cette manifestation, qui s'achèvera lundi, a porté sur des rencontres de poésie et une cérémonie en l'honneur d'élèves de classes d'enseignement de tamazight.

EL-OUED Le développement des zones frontalières au Sud-est au centre d'une rencontre

Le développement de la bande frontalière du Sud-est a été au centre d'une rencontre organisée à El-Oued, consacrée à la présentation de la première phase d'un plan d'étude d'aménagement de cette région. Initiée par la direction générale de l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ce plan d'aménagement des zones frontalières du "Sud-est", est une vision prospective, à moyen et long termes, à travers la mise en place d'une feuille de route susceptible de développer ces régions, a indiqué le directeur général de l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires, Madjid Saâda.

Le lancement de ces études entre dans le cadre de la stratégie définie par le Président de la République

pour l'aménagement des régions frontalières et leur développement afin de répondre à l'attente de la population, notamment en matière d'amélioration du cadre de vie du citoyen dans les zones enclavées et reculées.

Dans une déclaration à l'APS, M.Madjid Saâda a indiqué dimanche que la première phase de l'étude de ce plan s'articule autour de l'identification des contraintes gênant l'essor effectif de ces régions, afin de trouver des solutions et des alternatives susceptibles de favoriser un climat d'investissement prometteur aux plans économique et socio-culturel.

Le mécanisme de démocratie participative est adopté pour la première fois dans la collecte de données préliminaires pour l'élaboration de la première du plan. Un mécanisme qui associe l'ensemble des acteurs dans les régions frontalières (élus,

notables, investisseurs et académiciens) à travers la prise en compte de leurs doléances et propositions allant dans le sens de l'ouverture d'horizons à l'investissement industriel et agricole, a expliqué M.Saâda. L'élaboration de l'étude en question vise aussi la satisfaction effective des attentes en matière de développement des populations des régions frontalières, par de nouvelles mesures incitatives susceptibles d'attirer les compétences et les investisseurs, deux facteurs clés de l'équation de développement.

Cette rencontre (pour le Sud-est) consacrée à la présentation et la discussion de la première phase de l'étude d'aménagement des régions frontalières, est la troisième du genre après celles organisées dernièrement à Tamanrasset et à Adrar, et supervisée par l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires.

PRATIQUE DE LA MÉDECINE À ORAN: Des tarifs "exagérés" selon les patients, les médecins s'en défendent

Les tarifs pratiqués par les médecins spécialistes à Oran font l'objet de critiques de la part de la grande majorité de patients estimant que déboursier entre 1.500 et 3.000 DA pour une consultation était "exagéré" au moment où des médecins jugent ces tarifs "raisonnables" et même "en dessous" de ce que dépensent des malades dans d'autres pays.

S'ajoutent à l'argent de la consultation d'autres frais comme ceux de l'imagerie radiologique, les analyses médicales et autres prestations en cas de maladie grave, la facture devenant ainsi "lourde" aux yeux des patients.

Selon les connaisseurs, cette tarification est appliquée sur la base de plusieurs critères comme le niveau scientifique du spécialiste, la qualité des équipements utilisés en consultation, l'emplacement du cabinet ou de la clinique par rapport au centre-ville ou sa proximité des hôpitaux publics. Les mêmes observateurs estiment que la tarification appliquée actuellement par les spécialistes est "exorbitante" comparée à la durée d'examen qui ne dure que sept minutes, dix minutes au plus chez certains spécialistes, alors que cette durée devait être de 15 à 30 minutes en moyenne, pour permettre un meilleur dialogue et échange entre le praticien et le malade.

On estime qu'il est inconcevable de fixer le coût d'une consultation en fonction du prix d'achat des équipements médicaux adaptés à certaines maladies comme la cardiologie, la gynécologie et la neurologie, l'ophtalmologie, l'ORL et autres.

Plusieurs malades, interrogés par l'APS, étaient catégoriques à estimer que les prix des consultations médicales sont excessifs. Il s'agit surtout de patients souffrant de maladies chroniques et lourdes nécessitant des consultations et des contrôles périodiques.

"Certes, la santé n'a pas de prix mais avec ma pension de retraité, je ne peux pas me permettre des consultations médicales chez les spécialistes privés. Heureusement, je possède une carte +Chiffa+ qui me permet d'obtenir gratuitement des médicaments", déplore Hadj Baghdad, un retraité diabétique et souffrant d'une insuffisance rénale.

Djamila, femme au foyer et mère de quatre enfants, souffre, elle, d'asthme et d'allergies. Son état de santé nécessite également une surveillance médicale périodique, mais elle préfère recourir aux praticiens du secteur public. "Je me sens rassurée dans un hôpital public malgré le manque et l'insuffisance de ses moyens", assure Mme Djamila.

Dans certaines cliniques privées, on a l'impression, poursuit-elle, que seul l'argent compte. "On doit payer à l'avance une prestation médicale et attendre long-



temps avant que le médecin daigne vous consulter. Nous n'avons pas la possibilité de discuter, de s'informer sur la gravité de la maladie, demander des conseils. Il faut faire vite car, d'autres malades attendent".

Nomenclature des tarifs à revoir

Un médecin, ayant requis l'anonymat activant au sein de l'Association de prise en charge des malades d'Oran, a estimé que les tarifs appliqués actuellement sont "non-réglementaires". Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la santé et la population d'Oran, Abdennacer Bouda, a signalé que sa direction n'interfère pas dans le contrôle des prix de consultations ou d'actes médicaux du secteur privé.

"Notre travail se limite au contrôle des aspects liés au fonctionnement des cliniques, à l'hygiène, à la conformité des structures sanitaires avec le cahier de charges et l'agrément délivré au concerné par notre ministère", a-t-il expliqué. Pour sa part, le président régional du Conseil de la déontologie médicale d'Oran a rappelé que le prix appliqué actuellement varie entre 1500 et 2000 DA, selon les normes en vigueur à travers différentes wilayas du pays. Il a estimé que "les tarifs sont même en dessous du raisonnable au vu des mutations socio-économiques et des évolutions imposées par les exigences de la vie professionnelle".

Le praticien Bekada Mohammed Bachir a considéré que la nomenclature des tarifs fixes depuis trente ans, à 100 DA pour une consultation chez un spé-

cialiste et à 50 DA chez un généraliste, est "dépassée et ne correspond plus aux réalités actuelles". "Je ne défends pas le médecin mais la pratique médicale", a-t-il mis en garde, estimant que "cette tarification ne couvre pas les dépenses d'achat de matériels sophistiqués, ceux de la formation pour mettre à jour ses connaissances, les frais découlant de la participation aux congrès internationaux et rencontres professionnelles".

Pour ce même médecin, la nomenclature des remboursements de ces tarifs est très faible. Il propose, dans ce contexte, la mise en place d'une commission, composée de secteurs de la santé, des finances, de la CNAS, des associations de prise en charge des malades, du Conseil de déontologie de la profession de médecine, afin de réviser ces taux de remboursements de l'argent des consultations selon les nouvelles données et suivant la conjoncture actuelle.

Pour sa part, le directeur de l'agence CNAS d'Oran, Mesli Lotfi, a indiqué que son organisme "n'est pas concerné par ces prix adoptés par les spécialistes car le secteur privé fixe les tarifs selon ses compétences. Ceci n'est pas du ressort de la CNAS".

Le même responsable a ajouté que la CNAS rembourse les consultations et autres prestations médicales selon une nomenclature fixée par le ministère de la santé depuis longtemps. Il a également signalé que l'argent remboursée, dans le cadre d'une convention contractuelle entre praticiens et la CNAS, est à l'ordre de 600 DA pour un généraliste et jusqu'à 1200 DA pour un spécialiste.

CYBERCRIMINALITÉ : Les parents ne peuvent pas protéger leurs enfants contre des applications dont ils ignorent la dangerosité

Les parents ne peuvent pas protéger leurs enfants contre des applications dont eux même ignorent la dangerosité et ne maîtrisent pas l'utilisation, a déclaré lundi à Tizi-Ouzou l'expert en technologies de l'information et de la communication, Aliane Abdenour.

Cet enseignant à l'université Mouloud Mammeri, qui a présenté une communication intitulée : "Protection de la vie numérique de l'enfant et cybercriminalité" à l'occasion d'une journée de sensibilisation sur la cybercriminalité et droits de l'enfant organisée par l'association SOS enfant, a expliqué que "les adultes ont une conception archaïque de la cybercriminalité et ignorent comment se protéger et protéger leurs enfants". Le recours à l'utilisation du contrôle parental est souvent négligé par les parents, alors que cet outil permet de limiter l'accès de l'enfant à certains sites non adaptés à son âge ou jugés dangereux, a indiqué l'expert, relevant que de nombreuses applications permettent également de préserver les enfants des cybercriminels. Ainsi, M. Aliane a invité les utilisateurs d'internet à ne pas installer n'importe quelle application ou jeux notamment ceux qui demandent l'accès à des données sur le téléphone tels que : les photos, le profil, la connexion wifi, les contacts ou une autorisation à publier sur son compte de réseau social. Il les a encouragés par contre à se documenter sur l'outil qu'ils utilisent ou qu'ils veulent télécharger.

Le plus grand danger, a-t-il averti, est de jouer à des jeux sur les réseaux sociaux car ils exigent un accès au profil, aux photos, à la liste d'amis, et e-mail du concerné. Cet accès permet à l'application de publier sur le mur du détenteur du compte et quand celle-ci est piratée le compte l'est aussi, a-t-il encore observé. D'autres applications comme celles qui permettent de pirater le wifi ou d'identifier un numéro de téléphone qu'on a pas dans son répertoire sont très en vogue en Algérie ces derniers temps, a-t-il relevé, prévenant qu'il s'agissait de logiciels très dangereux car "avant de pirater le wifi du voisin on vous a d'abord piraté".

Abordant les défis de la baleine bleue qui poussent des adolescents au suicide, M. Aliane a observé qu'il ne s'agissait ni d'un jeu ni d'une application, celle-ci étant installée au milieu du jeu pour pouvoir pirater le donné de la cible. "Il s'agit d'une manipulation psychologique menée par une personne réelle et basée sur deux concepts, briser la peur de la victime et lui donner confiance pour se donner la mort", a-t-il expliqué. L'intervenant a donné quelques conseils pour se protéger et protéger ses enfants contre les cybercriminels, comme ne jamais roter son téléphone, nettoyer son compte de réseau social des jeux et applications non utilisées, quitter et ne pas rejoindre les groupes fermés, dénoncer les harcèlements, installer des applications qui bloquent l'accès à certains sites et les configurer sur le router pour assurer l'interdiction d'accès sur les téléphones et sensibiliser de manière directe et franche sur les dangers d'une mauvaise utilisation d'internet.

APS

ISLAM : Le mouvement de renouveau prémunit les jeunes des déviations

Le renouveau en islam prémunit les jeunes des déviations, a affirmé samedi à Tlemcen le Dr Noureddine El Khadmi de Tunisie, à l'occasion de la seconde journée du séminaire international sur le mouvement rénovateur musulman en Algérie. "Ce mouvement constitue une solution théorique et pratique pour apprendre à cette même jeunesse le message authentique de l'Islam, évitant ainsi tout intégrisme ou autre compréhension fautive de la religion musulmane", a-t-il souligné, soutenant qu'une éducation saine renforcera cette voie et luttera

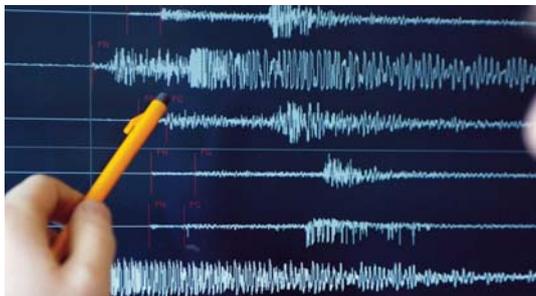
contre les dangers de l'intégrisme. Abondant dans ce sens, le vice-président de l'Association nationale des oulémas musulmans algériens, organisatrice de la rencontre, Cheikh Benyounes Ait Salem, a affirmé que l'objectif de ce séminaire international est de faire connaître à la jeune génération les savants et oulémas de la nation musulmane et leurs œuvres dans le domaine de la compréhension de l'Islam. Il s'agit là, a-t-il précisé, "d'une véritable référence pour nos jeunes". Abordant l'aspect scientifique dans le mouvement rénovateur chez Cheikh Mohamed Ben Ali

Senoussi (1787-1859), le Dr El Khadmi a invité les jeunes à prendre connaissance de son action visant le renouveau de l'Islam par une saine interprétation du Coran et de la Sunna. "Le savant se doit de concrétiser par les actes ses œuvres bienfaitrices pour la religion", a-t-il poursuivi, concluant que "la politique et la religion ont besoin l'un de l'autre pour cohabiter ensemble et toute autre vision exclusive n'aboutirait qu'à l'intégrisme".

Dr Mohamed Abdelhalim Bichi de l'université Zeitouna de Tunisie a abordé, quant à lui, le mouvement rénovateur

du Cheikh Mohamed Ben Youcef Senoussi (1430-1493), soulignant que ses idées proviennent de sa foi en l'Islam partant des œuvres de ses prédécesseurs. Il a été formé par plusieurs savants de son époque, à l'instar de son père qui vivait à Tlemcen, cité qui constituait, entre le 7ème et le 8ème siècle, un carrefour obligé pour les oulémas, a-t-il rappelé. Ouvert vendredi au palais de la Culture "Abdelkrim Dali" de Tlemcen, ce séminaire se poursuivra dimanche avec la présentation de communications avant l'adoption de recommandations.

USA : Séisme de magnitude 8,2 au large de l'Alaska, alertes au tsunami



Un puissant séisme, de magnitude 8,2 sur l'échelle de Richter a été enregistré hier au large de Kodiak, en Alaska, a rapporté l'Institut américain de géophysique (USGS).

Le séisme s'est

produit à 09h31 GMT à dix kilomètres de profondeur dans le Golfe d'Alaska, à 280 km au sud-est de la ville de Kodiak, a précisé l'USGS. Le Centre national d'alerte au tsunami a déclenché une alerte pour la majeure partie de la

côte sud de l'Alaska, les îles Aléoutiennes et la province canadienne de Colombie-Britannique. Il a par ailleurs émis un avis de vigilance pour toute la côte pacifique des Etats-Unis, de la frontière mexicaine à la frontière canadienne.

Un deuxième séisme de magnitude 7,9 secoue l'Alaska

Un deuxième séisme de magnitude 7,9 a secoué, hier, le golfe d'Alaska, aux Etats-Unis, a annoncé le Centre du réseau sismique de Chine.

L'épicentre a été localisé à 55,87 degrés de latitude nord et 149,35 degrés de longitude ouest.

Un peu plus tôt dans la même journée, un séisme de magnitude 8,2 sur l'échelle de Richter a été ressenti à 278km au sud-est de Kodiak, en Alaska, a rapporté

l'Institut américain de géophysique (USGS). L'épicentre a été initialement localisé par 55,955 degrés de latitude Nord et 149,227 degrés de longitude Ouest. Son hypocentre s'est situé à 10km de profondeur.

Le séisme a entraîné une alerte au tsunami pour certaines parties de l'Alaska et du Canada, et une veille au tsunami pour l'ensemble de la côte ouest des Etats-Unis.

ESPAGNE: 137 migrants secourus au large des côtes andalouses depuis le début de la semaine



Quelque 137 migrants ont été secourus, lundi et mardi, au large des côtes andalouses (sud) alors qu'ils tentaient de gagner l'Espagne à bord d'embarcations de fortune, ont indiqué les services de secours.

Mardi, un patrouilleur de la Garde civile a intercepté, à proximité de la plage de Valdevaqueros, près de Tarifa, une embarcation transportant 45 migrants, qui ont été transférés au port de Tarifa, a précisé le service des urgences.

Ces migrants, arrivés en bonne santé, ont été pris en charge sur place par un dispositif constitué notamment de la Croix Rouge, de la police nationale et de la Garde civile. La veille, les secours maritimes avaient prêté assistance à 51 personnes qui tentaient de ga-

agner la côte andalouse à bord d'une embarcation de fortune, localisée à 33 milles nautiques à l'est de l'île d'Alboran. Le bateau de secours SAR Mastelero a procédé au transfert de ces migrants au port d'Almería. Auparavant, le bateau de sauvetage Salvamar Gadir avait porté secours aux 36 passagers d'une embarcation retrouvée dans les eaux du Détroit de Gibraltar. Ces personnes, dont 10 femmes et six enfants, ont été transférées au port de Barbate. De son côté, un patrouilleur de la Garde civile a localisé dans la même zone une embarcation transportant cinq autres migrants, qui ont été finalement secourus par le bateau de sauvetage Salvamar Arcturus et transférés au port de Tarifa.

CÔTE D'IVOIRE : 100.000 ha de cacao vont être détruits pour lutter contre une maladie virale

La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, va procéder à l'arrachage de 100.000 ha de vergers comme seule solution pour lutter contre le "swollen shoot", une maladie virale du cacao qui menace la production du pays, a indiqué un responsable local. L'information a été donnée lundi à Okoukoffikro, dans le département de Bouaflé (centre-ouest, d'Abidjan), par le directeur général du Conseil du café-cacao (CCC, en charge de la gestion de la filière), Yves Brahima Koné, lors du lancement d'un programme d'intensification de l'arrachage-replantation des vergers infectés par la maladie. Selon Yves Brahima Koné, les données actuelles de terrain montrent que la maladie est en progression dans le verger. "L'arrachage des cacaoyers malades s'impose comme la seule solution face à ce fléau, et comme la maladie ne cesse de progresser, il nous faut donc intensifier les opérations d'arrachage en cours, afin d'éliminer tous les foyers identifiés qui sont des sources de propagation de la maladie dans le verger", a-t-il ajouté précisant que les pieds de cacaoyer à arracher représentent "environ 100.000 ha". Ce programme, d'un coût global de 34,5 milliards de FCFA (70 millions de dollars), vise l'arrachage des 100.000 ha de vergers infectés par la maladie jusqu'en 2022. Les vergers ivoiriens sont estimés à deux millions d'hectares. Le "swollen shoot" est apparu en Côte d'Ivoire en 1943 dans l'est du pays avant de se propager dans le centre-ouest, dans les départements de Bouaflé et Sinfra où il connaît une recrudescence depuis 2013. Il se caractérise par le gonflement des rameaux du cacaoyer, le jaunissement et la déformation des feuilles et par des cabosses de petite taille qui finissent par mourir.

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de fèves de cacao avec près de deux millions de tonnes et détient 40% de parts du marché. Le cacao, principale source de devises du pays, représente 15% du PIB et plus de 50% des recettes d'exportation et les deux tiers des emplois et des revenus de la population. Il fait vivre plus de huit millions de personnes dans le pays de 22 millions d'habitants.

Des tempêtes de neige attendues dans le nord-ouest de la Chine



La province chinoise de Shaanxi (nord-ouest) a émis une alerte en prévision de tempêtes de neige qui balayeraient la province dès hier, ont rapporté des médias locaux.

Un front froid balayera de mardi à jeudi la province, apportant des tempêtes de neige, a annoncé le bureau météorologique local. Les autorités météorologiques ont conseillé aux habitants de rester au chaud, et aux services de transport, de communication et d'électricité de prendre des

précautions en prévision de la chute de températures. Le Centre météorologique national (CMN) a maintenu mardi une alerte bleue au front froid dans plusieurs régions du pays. Plusieurs provinces et municipalités, dont Pékin, Henan, Qinghai, et Shaanxi, ont connu des chutes de température de 6 à 10 degrés Celsius. La Chine dispose d'un système d'alerte météorologique à quatre couleurs, le rouge étant l'alerte maximale, suivi par l'orange, le jaune et le bleu.

ONU-UNRWA-PALESTINE L'UNRWA lance une campagne baptisée "La dignité n'a pas de prix" pour lever 500 millions de dollars de fonds

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a lancé lundi une campagne mondiale de levée de fonds baptisée "La dignité n'a pas de prix" pour récolter 500 millions de dollars en vue de compenser les coupes aux contributions américaines à son budget. Le Commissaire général de l'UNRWA, Pierre Kraenbühl, a souligné que cette campagne entend ainsi répondre à la situation critique dans laquelle se trouve l'agence, notamment pour ce qui est de la scolarisation de 525.000 élèves palestiniens inscrits dans les quelque 700 écoles gérées par l'UNRWA dans les territoires palestiniens et dans les pays de la région. La campagne intervient en parallèle à l'appel lancé aux Etats membres des Nations-Unies d'apporter des contributions financières supplémentaires pour équilibrer le déficit budgétaire de l'UNRWA suite à la réduction drastique des contributions annuelles des Etats-Unis, premier contributeur au budget de cette agence onusienne créée en 1949, a précisé M. Kraenbühl, qui s'exprimait via visioconférence depuis Amman lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York. Selon lui, les Etats-Unis avaient contribué l'année dernière par 363 millions de dollars au budget de l'UNRWA, alors que pour cette année les Américains ont informé l'Agence qu'ils ne comptent apporter que 60 millions USD. Le patron de l'UNRWA a ainsi souligné "l'importance cruciale de séparer les financements humanitaires (de l'UNRWA) des

considérations politiques" à l'origine de la décision de Washington de réduire ses contributions budgétaires. "Les Etats-Unis sont évidemment souverains de déterminer le montant de leurs contributions () mais la question du financement de l'assistance humanitaire devrait être préservée", a-t-il dit. L'UNRWA, qui administre plusieurs programmes humanitaires destinés aux réfugiés palestiniens dans la région, notamment des hôpitaux et des écoles, emploie également quelque 30.000 personnes, dont l'écrasante majorité sont des Palestiniens qui s'inquiètent aujourd'hui du sort de leurs emplois, a regretté M. Kraenbühl. "Il n'est certainement dans l'intérêt de personne dans la région de voir les services de l'UNRWA perturbés. Le Moyen Orient connaît déjà trop de problèmes pour voir celui-ci s'y ajouter", a-t-il averti. La semaine dernière, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'était déclaré "très inquiet" par rapport à la situation financière de l'UNRWA et des conséquences que cette situation pourrait avoir dans la région. Le chef de l'ONU a ainsi souligné que l'UNRWA fournit des "prestations vitales aux réfugiés palestiniens à la fois dans les territoires palestiniens, en Jordanie, au Liban et en Syrie". Ces prestations sont d'une "extrême importance non seulement pour le bien être de ces populations (), mais il s'agit aussi d'un facteur important de stabilité dans la région", a-t-il estimé.

EQUATEUR: Le virus H1N1 fait 22 morts



Une épidémie de grippe H1N1 a fait 22 morts en Equateur, où près de 500 cas ont été recensés, a annoncé lundi le vice-ministre de la Santé, Carlos Duran.

Entre le 19 novembre et le 20 janvier, "nous avons eu 23 décès dus au virus de type influenza, dont 22 provoqués par le H1N1", a déclaré le vice-ministre lors d'une conférence de presse.

L'autre décès a été provoqué par le virus H3N2, surnommé la "grippe australienne" en raison de sa provenance. La province de Pichincha, autour de la capitale, Quito, a concentré 80% des cas. Les autorités ont prévu de distribuer 3,9 millions de vaccins dans le pays, où 497 cas de H1N1 ont été recensés.

"Les vaccins répandent aux

souches en circulation", dont celles de la grippe A (H1N1 et H3N2) et de la B, a indiqué la ministre de la Santé, Veronica Espinosa. La partie andine de l'Equateur traverse un hiver rigoureux avec des températures basses et de fortes pluies, propices à l'épidémie.

Le virus H1N1 a été détecté pour la première fois en Equateur en 2009.

INDONÉSIE: Un séisme de magnitude 6,1 secoue Jakarta

Un fort séisme de magnitude 6,1 a secoué Jakarta hier, entraînant l'évacuation de nombreux immeubles de bureaux de la capitale indonésienne, mais il n'y avait aucune menace de tsunami dans l'immédiat, a indiqué une agence gouvernementale. Le tremblement de terre s'est produit à une profondeur de 10 km, l'épicentre se situant à 81

km au sud-ouest de la province de Banten au large de la côte de l'île de Java, a précisé l'agence indonésienne de météorologie et de géophysique (BMKG). Le séisme avait initialement été mesuré à 6,4 sur l'échelle ouverte de Richter, avant d'être révisé à 6,1, a indiqué Dedi Sugianto, un responsable de l'agence. L'Indonésie, qui compte plus de

17.000 îles et îlots, est située sur la "ceinture de feu" du Pacifique, où la collision de plaques tectoniques provoque de fréquents tremblements de terre et une importante activité volcanique.

Le 16 décembre dernier, un séisme de magnitude 6,5 avait frappé l'île de Java, faisant au moins trois morts et secouant des bâtiments de Jakarta.

JAPON: 16 blessés dans une avalanche déclenchée par une éruption volcanique

Au moins 16 personnes ont été blessées mardi après l'éruption d'un volcan qui a déclenché une avalanche près d'une station de ski au nord-ouest de Tokyo, ont annoncé les autorités japonaises.

"Aujourd'hui une éruption s'est produite", a indiqué un responsable de l'agence, Makoto Saito, lors d'une conférence de presse, avertissant du risque d'autres avalanches et de projections de cendres et rochers.

Selon un porte-parole des pompiers, 10 personnes ont été blessées dans l'incident, dont cinq gravement.

Parmi elles, "quatre personnes dans une cabine téléphérique ont été blessées par des bris de verre, a précisé le porte-parole du gouvernement Yoshihide Suga.

L'Agence de météorologie na-

tionale a appelé les habitants des alentours à ne pas s'approcher du mont Kusatsu Shirane, après avoir détecté "une légère activité volcanique".

Par ailleurs, six militaires qui se trouvaient sur les lieux pour participer à un entraînement ont été blessés dans l'avalanche, mais "leur vie n'est pas en danger", a souligné un porte-parole du ministère de la Défense.

Des images télévisées montraient une épaisse fumée noire mêlée de pierres s'échappant du volcan aux pentes enneigées. "On nous a demandé de nous réfugier à l'intérieur", a témoigné sur la chaîne publique NHK un homme présent à cette station de ski de la préfecture de Gunma, soulignant qu'une centaine de personnes avaient été évacuées.

VOLCAN: Une colonne de cendres plonge une partie de l'île de Luçon dans l'obscurité

Des fontaines de lave et une colonne de cendres haute de 5 km, jaillissaient hier du Mayon, sur l'île de Luçon, le volcan le plus actif aux Philippines plongeant dans l'obscurité une partie de la zone avoisinante, selon des volcanologues et les autorités locales.

Le ciel était noirci par une pluie de fines cendres et de débris, ajoutant aux inquiétudes des habitants de la zone dont plus de 40.000 ont déjà fui.

L'agence volcanologique philippine a averti lundi d'une "éruption dangereuse imminente". Elle estime que le Mayon pourrait entrer dans les prochains jours en éruption après deux semaines d'inactivité. Tôt mardi, le Mayon a craché une colonne de cendres haute de 5 km, plongeant dans l'obscurité une partie de la zone avoisinante.

Le Mayon, situé à quelque 330 km au sud-est de Manille a connu 51 éruptions au cours des 400 dernières années, dont la dernière remonte à 2014. En 1814, plus de 1.200 personnes étaient mortes sous des flots de lave qui avaient notamment rasé la ville de Cagsawa, à l'exception du clocher d'une église qui est aujourd'hui une attraction touristique majeure.

Les autorités ont ordonné l'évacuation d'une zone de huit km entourant le volcan. Mardi, les écoles et magasins ont été fermés dans la province d'Albay où est situé le Mayon. Les responsables de l'aviation civile ont fermé les aéroports des villes de Legazpi et Naga ainsi que sur l'île voisine de Masbate et les petits avions se sont vu interdire de vol près du volcan.

Certaines autoroutes ont également été fermées alors que la conduite était très difficile par endroits en raison des pluies de cendres, selon les autorités locales. Le port de masques protecteurs était conseillé aux habitants.

Les Philippines se situent sur la "ceinture de feu" du Pacifique, zone où se rencontrent des plaques tectoniques, ce qui produit une fréquente activité sismique et volcanique.

L'éruption la plus meurtrière aux Philippines ces dernières décennies fut celle en 1991 du Pinatubo, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Manille, qui avait fait plus de 800 morts.

APS

USA: Le Congrès valide la fin du "shutdown", qui doit être promulguée par Trump



Les deux chambres du Congrès américain ont adopté lundi le texte de financement temporaire du budget fédéral qui doit mettre fin à trois jours d'une paralysie partielle des administrations, du fait d'un blocage sur la question de l'immigration.

Après le Sénat, la Chambre

des représentants a voté en fin d'après-midi par 266 voix pour et 150 contre la mesure qui assure le financement des opérations de l'Etat jusqu'au 8 février. Elle doit désormais être promulguée par le président républicain Donald Trump, qui s'était déjà félicité du compromis trouvé avec les démocrates.

CHINE : 4 morts et treize blessés dans l'incendie d'un immeuble au Shaanxi



Quatre personnes sont mortes et treize autres blessées dans un incendie survenu hier dans un immeuble rural dans la province chinoise du Shaanxi (nord-ouest). Le feu s'est déclaré mardi vers 1h30 dans l'immeu-

ble de cinq étages situé dans l'arrondissement de Yanta, à Xi'an, capitale provinciale, bloquant 19 personnes, selon les pompiers.

Parmi les personnes bloquées, quatre ont trouvé la mort après avoir été évacuées de l'im-

meuble. Les 15 autres ont été sauvées, deux sont grièvement blessées, onze légèrement et deux sont indemnes. L'incendie a été causé par un vélo électrique qui a pris feu au rez-de-chaussée de l'immeuble.

NORD-EST DE LA CHINE Explosion dans une mine de charbon



Une explosion s'est produite mardi matin dans une mine de charbon de la ville de Shuangyashan, dans la province chinoise du Heilongjiang (nord-est), ont rapporté des médias locaux.

Les informations concernant d'éventuelles pertes humaines n'étaient pas disponibles dans l'immédiat, selon les autorités locales. Une enquête a été ouverte pour déterminer la cause de l'accident.

QU'EST-CE QUE LA LYMPHE ET LE SYSTÈME LYMPHATIQUE ?

Si on parle souvent de circulation sanguine, la circulation lymphatique est beaucoup moins connue. Pourtant, celle-ci joue un rôle clé dans le système immunitaire, chargé de défendre notre organisme des infections. Explications.

La lymphe est un liquide incolore à jaunâtre qui circule dans les vaisseaux lymphatiques parcourant l'ensemble de notre corps. D'une composition proche de celle du plasma sanguin, la lymphe contient également des globules blancs, les cellules clés du système immunitaire, d'où son action importante dans les défenses de l'organisme. En revanche, elle ne contient pas de globules rouges contrairement au sang.

La lymphe provient en fait d'une filtration d'une partie des éléments du sang, et sert à activer la réponse immunitaire lors d'une infection. Par son action de filtre, elle agit en drainant les excès de liquide des tissus de notre corps. La lymphe a également un rôle nutritif puisqu'elle apporte au sang les graisses absorbées au niveau de l'intestin grêle. Chaque individu possède en moyenne un à deux litres de lymphe, contre cinq à six litres de sang.

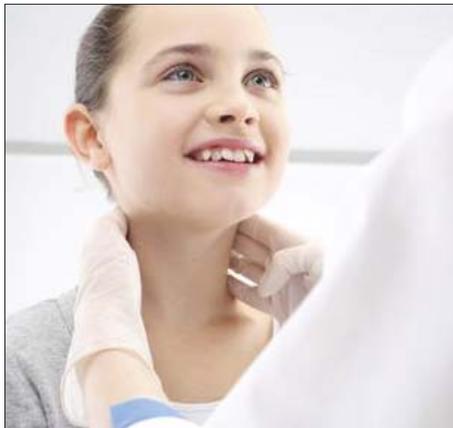
Le système lymphatique et ses organes

Le système lymphatique réunit les vaisseaux de circulation de la lymphe ainsi que les organes lymphatiques. Ce vaste réseau lymphatique est présent dans tout notre organisme à l'exception du cerveau, des muscles, du cartilage et de la moelle osseuse.

Contrairement au système sanguin, le réseau lymphatique fonctionne sans cœur, et donc sans pompe pour diffuser la lymphe. Celle-ci est répartie selon les mouvements de notre corps, les contractions des muscles et des vaisseaux lymphatiques. Il existe d'ailleurs des techniques de drainage lymphatique qui visent à stimuler la circulation de la lymphe et donc à booster le système immunitaire.

La rate, le thymus (organe situé sous le sternum), les amygdales et les ganglions sont des organes lymphatiques. Certains vont permettre le développement de cellules immunitaires, qui vont ensuite coloniser le système lymphatique. D'autres, comme les ganglions, permettent à ces cellules de défendre de proliférer et de se différencier afin de cibler les agents infectieux à détruire. Ainsi, si nos ganglions sont gonflés lors d'une infection, c'est qu'ils retiennent les microbes et concentrent une grande quantité de globules blancs afin de les éradiquer.

Si elle semble particulièrement bénéfique pour notre santé, la lymphe a aussi une action négative de taille : elle permet la dissémination des cellules cancéreuses à l'ensemble de l'organisme, et donc un risque de cancer généralisé.



GANGLIONS : QUAND FAUT-IL S'INQUIÉTER ?

La découverte d'un ganglion sous la peau est facilement source d'inquiétude. Mais le plus souvent, cela veut juste dire que le corps se défend contre une infection locale. Quelles sont ses causes les plus courantes ? Quand est-il nécessaire de le montrer au médecin ? Les réponses de nos spécialistes.

Est-il normal de sentir certains ganglions ?

Oui. «Un ganglion de petite taille est quelque chose de normal, rappelle le Dr Grégoire Cozon, immunologiste. Certaines chaînes ganglionnaires superficielles sont palpables, notamment au niveau de l'aîne.» Il est possible aussi de sentir les ganglions cervicaux (au niveau du cou) ou sous-mandibulaires (sous la mâchoire), notamment chez les adolescents et les jeunes adultes. C'est seulement s'ils augmentent de volume qu'il faut s'inquiéter.

Une infection dentaire peut-elle entraîner l'apparition d'un ganglion ?

Oui. «Dans la grande majorité des cas, il est lié à une infection sur son territoire de drainage», explique le Dr Gilles Lazimi, généraliste. «Dans le cou, sous la mâchoire, il peut s'agir d'une infection ORL au niveau de l'aîne, d'une infection gynécologique», précise le Dr Cozon. Le ganglion régresse en moins de sept jours dans les infections bénignes, sous l'effet d'un traitement antibiotique efficace. S'il persiste, soit le médicament n'est pas adapté au germe responsable, soit il s'agit d'une autre cause. Des examens complémentaires peuvent alors être nécessaires.



Un ganglion sous le bras après une épilation de l'aisselle, c'est fréquent ?

Non, contrairement à une idée reçue. «L'apparition d'un gros ganglion sous le bras n'est pas liée à l'épilation», indique le Dr Nina Roos, dermatologue. On observe plutôt une folliculite, inflammation d'un follicule pileux formant une bosse douloureuse. «Une boule sous la peau, cela peut aussi être un bouton, un lipome (boule de graisse), un kyste, un abcès sous-cutané...», ajoute le Dr Lazimi. Le mieux est donc de consulter son médecin pour avoir un diagnostic précis.

Un ganglion douloureux, c'est mauvais signe ?

Non, c'est plutôt le contraire... «Plus il est douloureux, plus on pense à une inflammation aiguë, donc à une réaction banale de l'organisme», explique le Dr Cozon. Dans ce cas, le ganglion est plutôt mobile sous les doigts. Il peut être chaud et la peau peut être rouge. En revanche, un petit ganglion indolore, très adhérent au tissu sous-jacent est

souvent plus inquiétant. Il peut être le signe d'une infection chronique (tuberculose...), parfois d'un cancer. Mais il ne faut pas aller trop vite ! «La taille du ganglion (moins de 1cm ou très gros), sa consistance (ferme ou mou) et sa localisation sont des éléments importants, mais le contexte et l'examen clinique sont indispensables pour poser le diagnostic», souligne le Dr Lazimi.

Est un ganglion isolé ?

On pense vite au cancer lorsqu'on découvre un ganglion enflé, sans signe d'infection. «En fait, il est très rare de faire un diagnostic de cancer lymphatique (lymphome, maladie de Hodgkin) uniquement sur un ganglion», rassure le Dr Cozon. En général, d'autres symptômes sont associés, comme une perte de poids, de la fatigue, des sueurs nocturnes. Cependant, un ganglion isolé apparaissant au niveau du creux sus-claviculaire gauche (au-dessus de la clavicule) peut être le signe d'un cancer digestif. Et un ganglion axillaire (sous l'aisselle) peut aussi être le révélateur d'un cancer du sein. C'est pourquoi tout gan-

gion qui persiste sans raison évidente doit inciter à aller chez le médecin pour se faire examiner.

Avoir plusieurs ganglions enflés à des endroits différents, c'est grave ?

Non, pas forcément, mais cela indique que l'origine n'est pas seulement locale. «Plusieurs ganglions sur des zones différentes, c'est le plus souvent le signe d'une infection virale générale», indique le Dr Roos. Les causes les plus courantes ? La mononucléose infectieuse, la toxoplasmose, la rubéole, une infection à cytomegalovirus (CMV). Cela peut aussi signaler une infection bactérienne (maladie des griffes de chat, par exemple). La plupart du temps, quand il s'agit d'une maladie infectieuse, les ganglions s'accompagnent d'autres symptômes, comme de la fièvre, de la fatigue... Un avis médical s'impose si vous découvrez plusieurs ganglions enflés.

Finalement, quand faut-il voir un médecin ?

Un ganglion qui disparaît au bout de vingt-quatre à quarante-huit heures n'a rien d'inquiétant. En revanche, s'il ne régresse pas ou grossit, il faut s'en occuper. «Un ganglion isolé qui persiste depuis plus de huit jours doit être montré à un médecin», insiste le Dr Cozon. En l'absence de cause évidente à l'examen clinique, une prise de sang à la recherche d'une infection virale, bactérienne ou parasitaire peut être nécessaire. Plus rarement, le médecin peut demander une ponction ganglionnaire (prélèvement) afin de vérifier la nature des cellules qui le composent.

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ : NOS ALIMENTS SONT-ILS SÛRS ?

Pour la Journée mondiale de la santé, l'OMS a choisi de pointer du doigt les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments. Ceux-ci sont à l'origine de 2 millions de décès par an dans le monde.

"Les aliments insalubres sont à l'origine, selon les estimations, de 2 millions de décès par an, dont de nombreux enfants. Les aliments contenant des bactéries, des virus, des parasites ou des substances chimiques sont responsables de plus de 200 maladies, allant de la diarrhée aux cancers".

C'est avec ce constat que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé que la Journée mondiale de la santé 2018 serait l'occasion, pour elle, d'encourager les efforts visant à améliorer la sécurité sanitaire des aliments, "de la ferme à l'assiette".

5 clés pour des aliments plus sûrs

"La sécurité sanitaire des aliments est une responsabilité partagée. Il est important de travailler sur toute la chaîne de production alimentaire : de l'agriculteur et du producteur au distributeur et au consommateur" insiste l'OMS qui propose 5 clés pour mettre un frein aux intoxications alimentaires. Les voici : Prenez l'habitude de la propreté : lavez-vous les mains avant de toucher des aliments et relavez-les souvent pendant que vous faites la cuisine ; lavez et désinfectez toutes les surfaces et le matériel en contact avec les aliments.

Séparez les aliments crus des aliments cuits ; séparez la viande, la volaille et le poisson crus des autres aliments ; conservez les aliments dans des récipients fermés pour éviter tout contact entre les aliments crus et les aliments prêts à consommer.

Faites bien cuire les aliments : en particulier la viande, la volaille, les œufs et le poisson ; portez les mets tels que les soupes et les ragouls à ébullition pour vous assurer qu'ils ont atteint 70°C ; faites bien réchauffer les aliments déjà cuits.

Maintenez les aliments à bonne température ; ne laissez pas des aliments cuits plus de 2 heures à température ambiante ; réfrigérez rapidement tous les aliments cuits et les denrées périssables ; ne conservez pas des aliments trop longtemps même dans le réfrigérateur.

Utilisez de l'eau et des produits sûrs de façon à écarter tout risque de contamination et n'utilisez pas d'aliments ayant dépassé la date de péremption.

© iStockphoto.com

QU'EST-CE QUE LE RHÉSUS DU GROUPE SANGUIN ?

Être A+ ou A-, O+ ou O-, quelle différence ? Quelles sont les caractéristiques du sang qui déterminent notre rhésus ? Nos explications pour enfin comprendre ce que le système de dénomination rhésus signifie.

Comme dans le cas du système ABO déterminant le groupe sanguin, le système rhésus se base sur la présence ou d'absence de molécules appelées antigènes à la surface de nos globules rouges.

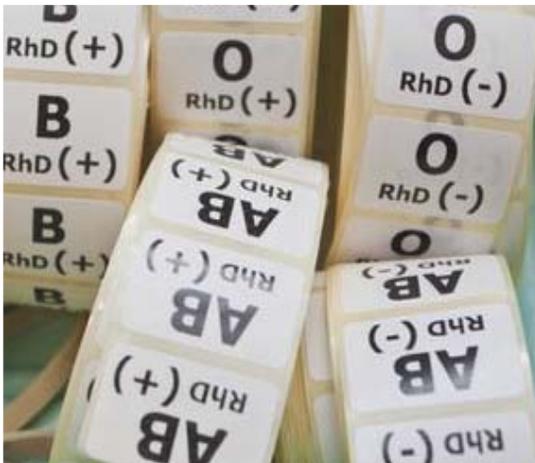
Le rhésus définit en fait un antigène (une molécule du système immunitaire) situé sur la paroi des globules rouges, les cellules du sang qui transportent l'oxygène. Le rhésus permet donc d'affiner la classification du sang en s'ajoutant au système ABO. Une personne est dite « rhésus positif » si ses globules rouges possèdent l'antigène B, alors qu'elle est dite « rhésus négatif » si cet antigène est absent.

Dans la population française, 85% des gens sont porteurs de cet antigène et ont donc un groupe sanguin +. Les 15% restants sont rhésus négatif.

Ce « facteur rhésus » est utile pour savoir si une transfusion sanguine est possible entre deux personnes. Les transfusions sont ainsi possibles entre Rh+, entre Rh-, mais aussi de Rh- vers Rh+. En revanche, les personnes Rh- ne peuvent pas donner leur sang à des individus Rh+. Si une telle transfusion se produit, le patient receveur va fabriquer des anticorps contre l'antigène, et détruire certains globules rouges.

Le problème de l'incompatibilité rhésus

Au cours de la grossesse, une incompatibilité rhésus peut se produire entre la femme enceinte et son bébé. Ce phénomène sur-



vient lorsque la femme est Rh- et que le père de l'enfant a le sang Rh+. Dans une telle configuration, le fœtus risque d'être rhésus positif, un rhésus incompatible avec celui de la mère. Lors d'un premier accouchement par voie basse, le sang de la mère risque d'être « contaminé » par le sang de l'enfant, et entraîner une réaction immunitaire contre les globules rouges du fœtus. Cette consé-

quence risque, si une deuxième grossesse avec un fœtus Rh+ survient, de générer des complications importantes nécessitant un suivi tout particulier. Fort heureusement, les groupes sanguins des parents sont généralement demandés en début de grossesse, ce qui permet de surveiller attentivement son déroulement et d'éviter tout risque de fausse couche.

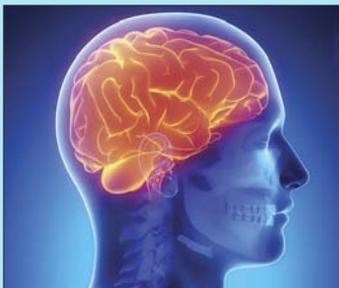
Le groupe A+ est le groupe sanguin le plus commun dans la population française, puisque 38% des gens en sont porteurs. Arrivent ensuite les groupes O+ avec 36% des cas. Les groupes B+ et A- représentent respectivement 8 et 7% des cas, alors qu'il n'y a que 6% de porteurs du groupe O-. Les groupes B- et AB- sont les plus rares, avec chacun 1% des cas.

LE GROUPE SANGUIN AB PLUS EXPOSÉ AUX PERTES DE MÉMOIRE

Attention, si vous êtes de groupe sanguin AB, votre mémoire pourrait vous jouer des tours. C'est ce qu'assurent des chercheurs de l'université de médecine du Vermont, aux États-Unis.

Le groupe sanguin n'est pas seulement important pour donner son sang ou vérifier sa compatibilité avec un donneur pour une transfusion sanguine. Selon qu'on appartient au groupe A, B, AB ou O on serait plus ou moins doté d'une bonne mémoire. Les résultats d'une étude américaine parus dans la revue scientifique *Neurology* nous enseignent que le groupe sanguin peut jouer un rôle dans l'entretien de la mémoire. Le groupe AB serait ainsi plus exposé aux troubles de mémoire que les autres.

Ce constat est né de l'observa-



tion de 30 000 patients américains âgés de plus de 45 ans suivis pendant trois ans et demi. Au total, 495 patients ont développé

des troubles cognitifs. Ceux-ci ont été comparés à 587 patients témoins sans troubles de la mémoire. Il s'est avéré que les per-

sonnes du groupe AB ont présenté un risque accru de 82 % de troubles cognitifs (problème de mémoire, déficit de langage et d'attention) par rapport aux autres.

Par ailleurs, les patients avec une forte concentration de facteurs antihépatophiles A avaient également un risque de trouble cognitif augmenté, à hauteur de 24 %. Or ces protéines jouent un rôle dans le mécanisme de coagulation étaient présents en plus grand nombre chez les patients de groupe AB.

Si vous êtes du groupe AB, il vous reste des moyens à votre portée pour prévenir ces éventuelles défaillances cognitives, par exemple : tenir un journal, faire des cures de phosphore, bien dormir ou encore jouer au Sudoku !

RD CONGO L'ONU «préoccupée» par les violences en RD Congo, appelle à des enquêtes «crédibles»...

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est déclaré lundi "préoccupé" par les informations faisant état de la mort d'au moins six personnes lors de manifestations et appelle à la mise en œuvre complète de l'accord politique du 31 décembre 2016 en République démocratique du Congo.

Pas moins de 63 personnes auraient été blessées dans ces violences, selon les médias.

M. Guterres "appelle les autorités congolaises à mener des enquêtes crédibles sur ces incidents et à traduire les responsables en justice", indique un communiqué de l'ONU.

Le Chef de l'ONU exhorte, en outre, les forces de sécurité congolaises à "faire preuve de retenue et à faire respecter les droits du peuple congolais" à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Il appelle également au plein respect des lieux de culte, ajoute-t-on de même source.

M. Guterres appelle une nouvelle fois les acteurs politiques en RD Congo à "la mise en œuvre complète de l'accord politique du 31 décembre, qui reste la seule voie viable vers la tenue des élections, le transfert pacifique du pouvoir et la consolidation de la stabilité en République démocratique du Congo".

...66 condamnations à mort dans le procès des ADF depuis 2016



La justice militaire congolaise a annoncé lundi qu'elle avait prononcé 66 condamnations à mort depuis l'ouverture en août 2016 d'un méga-procès pour des massacres de civils imputés à la milice ADF dans l'est de la République démocratique du Congo.

Commencé le 20 août 2016, le procès a pris fin samedi avec huit dernières condamnations à mort, qui ne devraient pas être appliquées, car la RDC a décrété un moratoire sur la peine capitale il y a 15 ans.

"Il y a eu 134 condamnations et 45 acquittements, 66 condamnés à la peine capitale, et 68 condamnés à des peines allant de deux à vingt ans de prison", a dit le greffe de la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu siégeant à Beni.

Les jugements de ce tribunal d'exception ne peuvent faire l'objet d'appel.

Les personnes condamnées appartiennent à la milice ougandaise des Allied Democratic Forces (ADF) ou sont "leurs collaborateurs", a expliqué le procureur militaire, le général Timothée Mukuntu.

Elles sont accusées de la mort d'environ 700 civils dans des massacres attribués par les autorités aux ADF dans le territoire de Beni entre 2014 et 2016.

Les condamnés ont été reconnus coupables de "terrorisme", "crime de guerre par meurtre", "participation à un mouvement insurrectionnel" dans ce procès au long court, rappelle Me John Mugisha, un avocat de la défense.

Au cours du procès, en mai 2017, le Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'Homme (BCNUDH) en République démocratique du Congo s'était déclaré "préoccupé" par le taux élevé de condamnations à mort dans ce procès.

TCHAD:

Arrestation de plus d'une centaine de personnes suite à une grève et une manifestation

La police tchadienne a indiqué avoir arrêté plus d'une centaine de personnes pour "troubles à l'ordre public et destruction de biens publics" suite à une grève massive des transporteurs et à une manifestation de lycéens qui a donné lieu à des violences, lundi dans la capitale tchadienne N'Djamena.

"Nous avons procédé à l'arrestation de 143 personnes dont 64 élèves et 12 membres des syndicats des transporteurs", a indiqué le porte-parole de la police nationale, le colonel Paul Manga.

"Ils sont gardés à la coordination de la police judiciaire pour être auditionnés sur le pourquoi de leurs actions, surtout les élèves qui ont déclenché cette manifestation", a-t-il ajouté.

"Les 12 membres des syndicats des transporteurs, ce sont ceux qui sillonnent la ville, empêchent et obligent les chauffeurs à respecter le mot d'ordre de grève, a-t-il ajouté.

La capitale a été paralysée lundi par une grève massive des transporteurs.

Les chauffeurs de taxis, de bus et les agences de voyages ont entamé une grève de deux jours pour protester



contre l'augmentation du prix du carburant à la pompe. Lundi matin, des lycéens ont suivi spontanément ce mouvement avant d'être dispersés par la police.

Ils ont érigé des barricades, brûlé des pneus et caillassé des véhicules administratifs qui s'approchaient de l'université, selon les médias.

Selon le porte-parole de la police, 10 véhicules ont été endommagés, dont 4 véhicules de la police et 6 véhicules de particuliers, en marge de ces manifestations.

Des organisations de la société civile ont appelé la population à une marche jeudi 25 janvier afin de protester contre

les mesures d'austérité et la hausse du prix du carburant. Les mouvements de grève et de protestation sociale sont rarement autorisés au Tchad, pour des "raisons de sécurité", selon les autorités. Les organisations de la société civile avaient décidé début décembre de "ne plus accepter les interdictions systématiques de (leurs) préavis de marche pacifique".

Au Tchad, la chute des cours du pétrole en 2014 conjuguée à la détérioration de la situation sécuritaire, ont conduit le pays à une grave récession depuis 2016, avec un taux de pauvreté qui devrait 39,8% d'ici 2019, selon la Banque mondiale.

SOUDAN DU SUD

Les observateurs de paix au Soudan du Sud appellent à respecter l'accord de cessez-le-feu

Les observateurs de paix au Soudan du Sud ont exhorté lundi les parties en conflit à respecter l'accord de cessez-le-feu signé en Ethiopie en fin décembre.

Festus Mogae, président de la Commission conjointe de supervision et d'évaluation (JMEC), a également exigé que toutes les parties respectent pleinement l'Accord sur la cessation des hostilités, la protection des civils et l'accès humanitaire, et s'y conforment.

M. Mogae a appelé toutes les factions en conflit qui alimentent les combats au Soudan du Sud à s'acquitter de leurs obligations envers l'organe international de surveillance de la trêve, le Mécanisme de surveillance du cessez-le-feu et des dispositions transitoires de sécurité (CTSAMM).

"Le CTSAMM a signalé et vérifié, et continuera de le faire, les violations du cessez-le-feu, qu'il s'agisse d'actes de violence spécifiques, de mouvements militaires ou de toute autre action contraire aux termes de l'Accord.

Lorsque c'est nécessaire et lorsque les faits sont prouvés, le CTSAMM attribue les responsabilités et culpabilités de la manière appropriée", a-t-il indiqué dans un communiqué publié à Juba.

L'accord de cessez-le-feu signé entre le gouvernement du Soudan du Sud et plusieurs groupes rebelles demande que les parties en conflit cessent toute opération militaire et maintiennent leurs forces dans leurs bases, et appelle à libérer les détenus politiques et les enfants soldats.



Toutefois, cet accord a été enfreint immédiatement après son entrée en vigueur le 24 décembre de l'année dernière, et chacune des deux parties accuse l'autre de violations de l'accord. Les parties armées du Soudan du Sud ont déjà par le passé brisé plusieurs accords de cessez-le-feu depuis l'éclatement du conflit il y a quatre ans.

Les équipes du CTSAMM sont les représentantes directes du bloc régional, l'Autorité intergouvernementale de développement (IGAD) et de l'ensemble de la communauté internationale au Soudan du Sud, et en tant que tel elles devraient obtenir une coopération totale des parties en présence.

L'ex-dirigeant du Botswana a indiqué que le CTSAMM menait activement des suivis et investigations sur un certain nombre d'incidents et de déplacements dans le pays.

"Il reste de la responsabilité de toutes les parties signataires de l'Accord de cessation des hostilités de respecter leurs obligations et d'assurer un accès sans restriction aux observateurs du cessez-le-feu du CTSAMM afin qu'ils puissent signaler de manière fiable et précise la situation dans le pays", a-t-il dit.

Le Soudan du Sud est embourbé dans un conflit qui dure depuis quatre ans avec un impact dévastateur sur la vie des habitants, générant l'une des crises de réfugiés les plus importantes au monde.

Un accord de paix signé en août 2015 entre les dirigeants rivaux, sous la pression de l'ONU, a conduit à la création d'un gouvernement d'union nationale de transition en avril 2016, mais il a été sabordé par une reprise des combats en juillet 2016.

OFFENSIVE TURQUE EN SYRIE: Pas de condamnation du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité n'a pas condamné, ni rédigé de déclaration commune concernant l'offensive turque en Syrie à l'issue d'une réunion lundi.

À la sortie de ces consultations demandées en urgence par Paris, l'ambassadeur de France à l'ONU François Delattre a souligné "la vive préoccupation devant la situation dans le nord de la Syrie avec l'escalade en cours".

Il est resté très prudent au sujet d'Afrine, ville du nord de la Syrie où l'armée turque a lancé samedi une offensive terrestre et aérienne contre les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). M. Delattre a répété les propos du chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian dimanche, à savoir que la France appelait les autorités turques "à la retenue".

Un appel "largement partagé" par les pays présents à la réunion du Conseil, selon lui.

Aucun autre représentant de pays influents du Conseil de sécurité ne



s'est exprimé à l'issue de ces consultations, auxquelles l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley n'a pas participé, a précisé une source proche.

Depuis Londres où il était en visite, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a aussi appelé à "la retenue" de "toutes les parties" tout en reconnaissant "le droit légitime de la Turquie" à se "protéger".

La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne Federica Mogherini s'est dite "extrêmement in-

quiète" de l'opération militaire turque, qui "pourraient saper" un nouveau cycle de négociations pour la paix en Syrie prévu cette semaine à Vienne.

M. Delattre a souligné également que la "priorité" était à "l'unité des alliés dans la lutte contre Daech" et qu'Afrine n'était "qu'un des éléments de la situation en Syrie".

"C'est le moment où il faut rester unis pour poursuivre main dans la main ce combat contre Daech", a-t-il déclaré.

YÉMEN: L'envoyé spécial de l'ONU quittera ses fonctions en février

Le représentant spécial de l'ONU au Yémen, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, quittera ses fonctions de médiateur dans le conflit qui ravage ce pays le mois prochain, a annoncé lundi l'organisation internationale sans préciser qui le remplacera.

Nommé en avril 2015, Cheikh Ahmed "n'a pas l'intention de rester à ce poste au-delà de la fin de son contrat actuel expirant en février 2018", a ajouté la même source.

"Jusqu'à la nomination d'un successeur, il reste engagé dans sa mis-

sion d'obtenir, par les moyens diplomatiques, la fin des violences, et d'aboutir à une solution politique".

En près de trois ans, Cheikh Ahmed a parrainé plusieurs séries de négociations entre pouvoir et rebelles yéménites qui ont toutes échoué.

En mai 2017, son convoi a été la cible de tirs dans la capitale Sanaa, contrôlée par les rebelles Houthis qui l'accusent au même titre que l'ONU, de "partialité en faveur du

pouvoir soutenu par le royaume saoudien".

En mars 2015, l'Arabie saoudite est intervenue à la tête d'une coalition militaire de pays arabo-musulmans pour appuyer le gouvernement yéménite, mais les forces loyalistes peinent à reconquérir le terrain perdu au profit des rebelles.

La guerre au Yémen a fait plus de 9.200 morts et près de 53.000 blessés. Selon l'ONU, ce pays, le plus pauvre du Moyen-Orient, est le théâtre de "la pire crise humanitaire du

SLOVÉNIE - PALESTINE La Slovénie prête à reconnaître l'Etat de Palestine

La Slovénie fera adopter par ses députés la reconnaissance de l'Etat palestinien, et ainsi devenir ainsi le deuxième Etat, membre de l'UE, à le faire, a annoncé lundi le ministre slovène des Affaires étrangères Karl Erjavec.

"Tout le monde (les autres Etats membres de l'UE, ndlr) soutient une telle démarche slovène qui se produira si le Parlement donne son vert à la proposition de reconnaissance de l'Etat palestinien", a déclaré M. Erjavec à la télévision privée POP TV, depuis Bruxelles où le président palestinien Mahmoud Abbas était reçu par les chefs de la diplomatie européens qu'il a exhortés à reconnaître la Palestine.

M. Erjavec et M. Abbas ont eu un entretien bilatéral.

Parmi les 28 pays de l'UE, la Suède a officiellement reconnu l'Etat palestinien en 2014.

Huit autres pays avaient fait cette démarche avant leur entrée dans l'UE: la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie, Malte et Chypre.

La commission parlementaire



des Affaires étrangères se réunira à Ljubljana le 31 janvier pour approuver la proposition et la transmettre au parlement qui pourrait voter lors d'une session en mars ou en avril, selon la télévision publique slovène RTV.

"En reconnaissant l'Etat de Palestine, (la Slovénie, ndlr) renforcerait la position des Palestiniens dans le processus de paix au Moyen-Orient", a ajouté M. Erjavec.

Le gouvernement slovène avait annoncé en décembre vouloir effectuer cette déclaration de recon-

naissance, mais avait demandé au ministre des Affaires étrangères de consulter ses partenaires européens pour voir si d'autres Etats souhaitaient s'engager dans cette démarche.

La récente décision du président américain Donald Trump de reconnaître El Qods comme capitale d'Israël compte parmi les raisons qui ont conduit Ljubljana à vouloir accélérer cette reconnaissance, régulièrement évoquée par le gouvernement depuis 2014, a précisé Mme Susnik.

IRAK : 11 éléments de l'EI tués dans une opération dans la province de Kirkouk



Onze éléments du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) ont été tués lundi pendant une opération dans la région de Hawijah, dans l'ouest de la province de Kirkouk, a rapporté la police locale.

Une force conjointe impliquant la police locale et des combattants des milices tribales ont lancé une opération de recherche pour débusquer des éléments de l'EI dans plusieurs villages de la région accidentée de Zab, à l'ouest de la ville de Hawijah, à quelque 230 km au nord de Baghdad, a précisé la même source.

"L'opération a pour l'instant permis de tuer onze éléments de l'EI, de saisir une grande quantité d'armes, de munitions et d'explosifs, et de détruire plusieurs tunnels et cachettes de l'EI", a-t-elle ajouté.

L'opération se poursuivra au cours des prochains jours jusqu'à ce que toute la zone ait été nettoyée des terroristes de l'EI, a indiqué la source.

Au cours des derniers mois, des dizaines d'éléments de l'EI ont fui leurs anciennes bases dans la province de Salahudin et dans la région de Hawijah, dans l'ouest de Kirkouk, après que les forces irakiennes ont repris le contrôle de ces territoires au terme de vastes opérations anti-EI.

Certains terroristes de l'EI ont cependant réussi à se cacher près des rivières Tigre et Zab, ainsi que dans la région montagneuse de Himreen, et continuent à lancer des attaques presque quotidiennes contre les civils et les forces irakiennes dans les villes et villages des environs.

Le 9 décembre 2017, le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a officiellement annoncé la libération complète de l'Irak de l'emprise de l'EI, après que les forces irakiennes ont reconquis toutes les régions jadis contrôlées par l'organisation extrémiste.

VENEZUELA: Le gouvernement «évaluera» s'il souhaite poursuivre le dialogue



Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Jorge Arreaza a déclaré lundi à Santiago que le gouvernement de son pays "évaluera" s'il poursuit ou non les pourparlers avec l'opposition en République dominicaine.

"Le président Nicolas Maduro évaluera s'il poursuit le dialogue", a indiqué le chef de la diplomatie vénézuélienne lors d'une conférence de presse, à l'issue de sa participation à Santiago au forum Chine-Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (Cela).

"Le processus de dialogue et le rapprochement attendu" continueront "à être évalués en attendant des signes de la partie adverse de la poursuite ou non.

Cela dépendra de nombreux facteurs et pas seulement de la volonté du président (Nicolas Maduro", a ajouté le diplomate. La délégation de la Table de l'unité démocratique (MUD), qui réunit les trois principaux partis de l'opposition vénézuélienne, s'est pour le moment retirée des discussions de Saint-Domingue.

La dernière réunion entre le gouvernement et l'opposition pour tenter de résoudre la crise au Venezuela était prévue le 18 janvier à Saint-Domingue.

Mais l'opposition n'y a pas assisté en raison de l'absence de ses facilitateurs, les ministres des Affaires étrangères mexicains et chiliens.

Aucune autre date n'a pour le moment été fixée.

HCA: Publication du premier témoignage en langue amazighe sur l'histoire de la révolution nationale

Le secrétaire général du Haut-commissariat pour l'amazighité (HCA), Si Hachemi Assad a annoncé lundi la publication du premier témoignage en langue amazighe sur l'histoire de la révolution nationale, à travers la traduction de l'ouvrage «Les armes de la liberté» du moudjahid Boudaoud Mohamed dit Si Mansour.

Présentant cette nouvelle publication au café littéraire, organisé au siège de l'HCA, en présence de moudjahidine et d'intellectuels, M. Assad a indiqué que «la publication de cet ouvrage s'inscrit dans le cadre de la convention signée en 2016 entre le HCA et le ministère des moudjahidine, en vue de traduire tous les témoignages historiques en langue amazighe», ajoutant que «l'amorce de ce processus intervient en 2018 avec la traduction du livre du moudjahid Si Mansour, outre d'autres projets en cours d'élaboration».

L'ouvrage «a été publié par une maison d'édition privée conformément à un cahier des charges précis, en vue d'assurer la vente de ce livre, qui sera distribué aux écoles, associations culturelles et espaces de lecture», a-t-il précisé, ajoutant que cet écrivain a été choisi par «une commission de lecture installée au niveau du HCA». Le témoignage du moudjahid Boudaoud a été écrit en caractères latins, car «la codification gra-

phique de tamazight en caractères latins est de rigueur depuis le début de l'enseignement de Tamazight à l'université en 1990 et le HCA utilise les caractères latins codifiés conformément aux recommandations d'un colloque scientifique. Ce caractère est adopté également par les quatre instituts de langue et de culture amazighes à Bouira, Tizi-Ouzou, Bejaia et Batna». La généralisation de tamazight «implique l'ouverture sur l'écriture de la langue amazighe en caractères tifinaghs codifié et en lettres arabes codifiées, outre l'utilisation des caractères latins», a-t-il estimé, soulignant que «le choix des trois alphabets est objectif et imposé par la conjoncture actuelle». Le recours aux lettres latines dans l'écriture de tamazight est dicté par «l'absence d'initiatives sur l'écriture de tamazight en lettres arabes depuis 29 ans», a indiqué le même responsable, ajoutant que «l'Académie de la langue amazighe en cours de création aura à se prononcer sur cette question». «Les prérogatives du HCA consisteront à promouvoir et à préserver Tamazight».

Le HCA «continuera à accomplir ses missions après la création de l'Académie de la langue amazighe, loin de toute ingérence il sera plutôt question de concertation, les deux établissements étant complémentaires», a-t-il affirmé. M. Assad a critiqué «certaines voix qui présentent une approche douteuse sur l'écriture de tamazight, intrigués par la nouvelle



dynamique et les acquis réalisés par cette langue», notant qu'à ce stade «il ne faut pas se précipiter ni se hâter de brûler les étapes». Le secrétaire général du HCA a fait part des initiatives visant à promouvoir le caractère tifinagh, annonçant la tenue d'un colloque national thématique, le 21 février prochain, à l'occasion de la journée nationale de la langue mère. Au sujet de la présentation de la traduction de son livre, le moudjahid Mohamed Boudaoud s'est dit «fier» de cette édition, avant d'ajouter «je devais traduire mon livre en tamazight, ma langue maternelle». Pour lui «ce témoignage se veut un hommage aux moudjahidine ayant monté des ateliers secrets pour la fabrication d'armes dans les territoires marocains durant la guerre de libération nationale et ayant eu à subir une souffrance morale et physique tout au long de la période de leur isolement du monde extérieur, par souci de discrétion».

Mort de Suzanne Citron, l'historienne de la déconstruction du «mythe national» français

L'historienne Suzanne Citron, considérée comme celle de la déconstruction du «mythe national» français est décédée lundi à Paris à l'âge de 95 ans, ont annoncé ses proches.

Cette agrégée d'histoire en 1947, n'a pas cessé de militer, dans les mouvements pédagogiques des années 1960-1970, pour la rénovation des contenus de l'enseignement. L'auteur en 1992 de «L'Histoire de France autrement» (Les Editions de l'Atelier) a considéré que la découverte du colonialisme français, notamment en Algérie, est un «séisme intérieur» qu'elle avait vécu. «Les crimes de la guerre d'Algérie m'ont fait comprendre que la légitimation du fait colonial dans le récit républicain était l'irréfutable indication d'une histoire de l'Etat-Nation construite au XIXe siècle qui ne pouvait faire sens dans la France d'aujourd'hui», avait-elle écrit dans une analyse «De la guerre d'Algérie au Mythe national». Dans son sens critique de l'histoire et de la colonisation, l'historienne qui publiait des «points de vue», depuis 40 ans dans les quotidiens Le Monde et Libération, expliquait que la découverte du colonialisme était «essentielle» dans sa distanciation critique de l'histoire de France et la révélation d'occultations dans le récit républicain traditionnel. En se penchant sur l'Algérie, elle a découvert à travers le livre (interdit) de Francis et Colette Jeanson, «L'Algérie hors la loi», publié en 1955, les enfumades du général Bugeaud. «On m'a donc menti sur l'histoire de France», disait-elle, affirmant que les pouvoirs spéciaux accordés, durant la guerre de libération, au gouvernement Guy Mollet par la gauche «sont le paravent d'un système de torture rappelant la Gestapo». «La guerre d'Algérie, c'est donc la République qui torture au nom de la France une et indivisible de Dunkerque à Tamanrasset», avait conclu Suzanne Citron qui était arrêtée par la Gestapo et internée à Drancy. En marge dans son travail de déconstruction du «Mythe national», elle a milité au sein du Parti socialiste qu'elle quitte 10 ans après en 1985 reprochant au ministre de l'Education de l'époque, Jean-Pierre Chevènement, d'avoir rétabli une histoire nationale plaçant la France au centre du monde. Suzanne Citron a écrit plusieurs ouvrages dont 1971 «L'Ecole bloquée», «Enseigner l'histoire aujourd'hui. La mémoire perdue et retrouvée» (1984) et «Le Mythe national. L'histoire de France revisitée» (1987).

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LE MINISTRE DE LA CULTURE, AZZEDINE MIHOUBI L'A AFFIRMÉ : «Nécessité d'ouvrir les portes du partenariat et de la communication avec la communauté algérienne à l'étranger dans les domaines culturel et artistique»

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé lundi lors de sa rencontre avec une délégation de la communauté algérienne à l'étranger que les portes du partenariat et de la communication leur sont ouvertes pour promouvoir la scène culturelle et contribuer à la formation et à l'organisation d'ateliers ainsi qu'à l'investissement dans le cinéma et les écoles d'art.

Répondant aux préoccupations des membres de la délégation qui se trouve en Algérie depuis samedi, le ministre a fait savoir que la situation est propice pour l'investissement dans le secteur de la culture, notamment en matière de réhabilitation des maisons de cinéma. M. Mihoubi a appelé les artistes, les chanteurs, les plasticiens et les écrivains à participer aux activités artistiques organisées en Algérie, rappelant la disponibilité de son département ministériel à les accueillir dans ces infrastructures artistiques et salons pour présenter leurs créations artistiques au public. A cette occasion, le ministre a invité les plasticiens qui désirent organiser des expositions et participer à la formation des jeunes, à faire connaître leurs créations et à prendre contact avec les artistes locaux.

Le premier responsable du secteur a appelé les auteurs à

prendre part au salon international du livre et à toutes les manifestations y afférentes. Lors de cette rencontre marquée par la présence du vice-président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Djamel Bouras, le ministre a indiqué que cette rencontre permettra aux membres de la délégation de soulever leurs préoccupations et de formuler des propositions et des projets d'investissement dans leur pays d'origine, soulignant que nombre d'artistes de la communauté algérienne ont réussi à présenter leurs œuvres en Algérie. Cette rencontre a constitué une occasion pour la délégation composée de 18 personnalités dont des chanteurs, des écrivains, des plasticiens et des représentants de la société civile pour soulever certaines questions notamment celles ayant trait à la formation.

Parmi les autres propositions formulées par les membres de



la communauté, la préservation du patrimoine, le renforcement des moyens pour la sauvegarde du patrimoine spolié. Ils ont mis l'accent sur l'impératif de trouver les moyens permettant de restituer les objets d'art, appelant les particuliers qui détiennent ces

objets à les présenter à l'Etat. Le ministre a salué, au terme de cette rencontre, la présence remarquable de la communauté algérienne sur la scène culturelle du pays ainsi que leurs efforts en faveur de la vulgarisation de l'art algérien.

CLASSEMENT DU COUSCOUS PAR L'UNESCO : Prochaines réunions d'experts maghrébins

Des réunions sont programmées prochainement entre experts issus des pays du Maghreb arabe dans le cadre du projet de classement de leur patrimoine culinaire commun, le couscous, comme patrimoine commun de l'humanité par l'Organisation des Nations-unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (Unesco), a annoncé le Directeur du Centre national de Recherches pré-historiques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), Slimane Hachi. «Le dossier du classement du couscous en tant que patrimoine universel est un projet commun aux pays du Maghreb. Son montage est en cours et des réunions d'experts de ces pays se tiendront prochainement », a déclaré à l'APS, M. Hachi. «Ce classement fera la lumière sur l'ancestralité de ce plat plusieurs fois millénaire et sur sa trans-culturelité car il appartient à plusieurs peuples. Il a résisté au temps et au changement et est demeuré authentique sans être figé», a commenté, de son côté, la Chercheuse audit centre, Ouiza Gallèze. Le classement «éventuel» de ce patrimoine sur la liste universelle, lequel «doit intégrer au moins les pays du Maghreb», sera, en outre, «une reconnaissance et un moyen de raffermir les liens solides entre les peuples, dans le sens où ils répondent aux mêmes traditions par les mêmes expressions culinaires. Car comme tout élément culturel, le couscous est un moyen de rapprochement entre les peuples», a ajouté cette spécialiste en patrimoine culturel. Elle explique que «l'exigence de l'Unesco est l'appropriation et le sentiment d'appartenance que les communautés doivent exprimer envers l'élément», objet de classement, avant de relever que le couscous représente «un composant de l'identité culturelle, symbolisant l'offrande et marquant les grands événements heureux ou tragiques, aux niveaux familial et communautaire». Pour ces peuples, le couscous est «un moyen d'exprimer leur solidarité, mais aussi leur rapport à la nature», a-t-elle poursuivi, considérant que les Etats maghrébins «gagneraient à lancer en commun une étude de grande envergure pour cerner tous les contours» de ce patrimoine commun. Jusque-là, a-t-elle regretté, celui-ci a seulement constitué le thème partiel ou total de plusieurs écrits. Interpelée, par ailleurs, sur la valeur économique de cet héritage ancestral, Mme Gallèze considère que le couscous «est, dans



son étendue, plus important que le pétrole, qu'il a dépassé les limites frontalières et revêtant une reconnaissance internationale, dans la mesure où il est présent sur les cinq continents». Au fur et à mesure de son développement, ce plat «s'est industrialisé et s'est enrichi» dès lors qu'on le retrouve associé à toutes les viandes. Ce pourquoi, a-t-elle fait remarquer, «le distingue entre le couscous plat, à la mode, et l'originel, le végétarien ou avec peu de viande, est nécessaire, étant donné qu'il ne s'agit pas de chercher le meilleur ou le plus cher plat mais celui auquel le génie humain a donné de la saveur». Un couscous auquel, également, «la tradition donne du sens et l'histoire une raison d'être», a-t-elle poursuivi, insistant sur le rôle essentiellement féminin quant à la perpétuité de ce précieux legs. A la question de savoir comment les Etats concernés peuvent en tirer des dividendes économiques, elle a souligné la nécessité d'une «volonté politiques» pour ce faire, tout en notant que le couscous peut être «propulsé» en Algérie dans le cadre du secteur touristique. A ce propos, elle a déploré l'absence de grands restaurants «spécialisés» dans les variétés de couscous, qui soient dotés d'une notoriété internationale et qu'un touriste étranger «intégrerait dans son itinéraire». Pis, il n'existe même pas encore «un guide» des différents restaurants versés dans cette spécialité, a-t-elle déploré.

Des origines très lointaines...

Le couscous, ce mets conçu à base de semoule de blé et accessoirement d'orge, est très apprécié de par le monde. Il est «un des plus importants plats dans les habitudes alimentaires du Maghreb et est une tradition très ancienne», explique Mme Gallèze, s'agissant de son origine, notant que le célèbre historien Ibn Khaldoun l'a cité comme «com-

posant essentiel dans la définition du berbère ou de l'amazigh». Décliné sous diverses appellations en Algérie, en fonction de la région (Sekksou, Ksekssou, Berboucha, T'aâm etc), le couscous remonterait, selon la spécialiste, à l'antiquité en raison de découvertes archéologiques attestant que «des ustensiles proches des outils de fabrication du couscous ont été retrouvés dans des tombes remontant au règne du roi Massinissa». En outre, des fouilles, dans la région de Tiaret, ont permis la découverte de pareils ustensiles, datant du IXème siècle, notamment le «couscoussier». «Le centre de l'Afrique du Nord était alors particulièrement prospère et était considéré comme le grenier de Rome», a-t-elle rappelé, avant de faire remarquer que les Arabes, «qui ne connaissaient pas la semoule», l'ont découvert lors de leur conquête de cette région pour l'adopter ensuite. «Une légende, située entre l'Algérie et la Tunisie, raconte qu'un chef de tribu menaçait sa femme étrangère, nouvellement convertie à l'islam, de la tuer si elle ne lui préparait pas un couscous», a tenu à narrer la chercheuse.

L'introduction de cet ingrédient dans la péninsule Ibérique daterait, quant à elle, du règne de la dynastie berbère des Almohades, au XIIIème siècle, a encore fait savoir Mme Gallèze, relevant que «sa popularité s'est propagée rapidement» en Espagne et au Portugal. «Bien avant la colonisation de l'Algérie par la France, l'auteur Rabelais l'a évoqué dans Pantagruel (1532) en l'appelant «Couscoussou», alors que son concitoyen Alexandre Dumas, l'a dénommé «Coussou Coussou» dans son «Grand Dictionnaire de cuisine», a-t-elle détaillé. La consommation de cette succulente préparation se répand «réellement» sur la rive nord de la Méditerranée au XXème siècle, avec l'émigration de familles algériennes lors de la première guerre mondiale, a affirmé la chercheuse, précisant que les «Pieds noirs» l'ont également emporté dans leurs bagages après l'indépendance de l'Algérie pour devenir enfin, le troisième plat préféré des Français, selon une étude réalisée en 2014.

«Le couscous, exclusivement berbère, nord-africain, antique et ayant acquis ses lettres de noblesse, demeure le plat copié et imité en dehors de ses frontières originelles, sans jamais être égalé, néanmoins», a conclu la spécialiste du CNRPAH.

APS

CASBAH D'ALGER : Des experts présentent des expériences de réhabilitation de centres historiques

Plusieurs expériences de réhabilitations de centres historiques et d'intégration de ces villes dans un environnement moderne, constituant des pistes pour la réhabilitation de la Casbah d'Alger, ont été présentées lundi à Alger par des experts de l'Unesco. Ces experts et universitaires ont présenté les expériences de plusieurs villes dans le monde à l'occasion de la réunion internationale d'experts sur la conservation et la revitalisation de la Casbah d'Alger qui se tient depuis dimanche.

La nécessité d'élaborer un programme socioculturel de proximité et la création d'une dynamique économique dans les centres historiques a été relevé par l'universitaire cubaine Madeline Manéendez qui a présenté l'expérience de réhabilitation du centre historique de la Havane (Cuba). Créer de l'emploi et une offre commerciale diversifiée pour les habitants et les visiteurs aura été un atout majeur dans la réhabilitation de ce site en plus d'un programme culturel quotidien qui a beaucoup aidé à responsabiliser la population locale et l'impliquer de manière effective dans la préservation et la restauration, a-t-elle expliqué.

L'expérience cubaine a montré que la création d'un environnement propice au commerce et au tourisme a contribué au «financement d'autres projets de réhabilitation même en période de crise financière». La création d'une nouvelle dynamique économique aura été également un levier de réhabilitation de centres historiques de villes comme Bari (Italie) ou Barcelone (Espagne) où plusieurs systèmes d'encouragement de la création d'emploi ont été testés. La récupération des places publiques et la création de nouveaux espaces communs dans les centres historiques est une autre pratique qui a réussi dans plusieurs pays à améliorer le cadre de vie des habitants et à transformer les cités en hauts lieux du tourisme, de la culture et du commerce comme en témoignent les expériences de réhabilitation de ces villes.

L'universitaire italienne Giulia Annalinda Neglia a affirmé que l'amélioration du cadre de vie et des conditions de travail dans les sites historiques sont parfois «plus importants que les projets d'urbanisme» s'ils sont suivis d'un «plan rigoureux et créatif de gestion de la ville».

Des expériences de relogement et de logement tiron afin de restaurer ou réaménager des centres historiques ont également été présentées par le

Tunisien Zoubeir Mouhli, responsable de l'Association de sauvegarde de la Médina de Tunis, qui a évoqué également la création d'un crédit bancaire destiné à la restauration du vieux bâti et d'un cahier des charges soumettant les propriétaires à une réglementation stricte. Ces expériences devront faire l'objet d'une feuille de route pour la mise en œuvre du Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur de la Casbah d'Alger.

Inaugurée dimanche, la réunion internationale d'experts sur la conservation et la revitalisation de la Casbah d'Alger a pris fin hier.

Programme de la soirée

TF1 20:55

Gone

Réalisateur : John Terlesky
Avec : Chris Noth, Leven Rambin



Kidnappée à l'âge de 5 ans, Kit Lamigan passe plusieurs années auprès de ses ravisseurs, qu'elle finit par considérer comme ses propres parents, jusqu'au jour où elle est retrouvée par l'agent spécial Frank Novak. Sa longue captivité a altéré la mémoire de la jeune fille, qui ne garde que de vagues souvenirs de sa vie et de son identité précédentes. Elle croit se souvenir de son prénom : Kick. Quinze ans plus tard, l'homme qui l'a sauvée lui demande d'intégrer une unité spéciale qu'il a montée au sein du FBI, chargée de retrouver des victimes d'enlèvement. Il pense que le passé de Kick peut lui permettre de comprendre la psychologie des ravisseurs. Kick accepte d'apporter son aide sur une première affaire : le rapt de Mia García, une jeune fille atteinte de dégénérescence maculaire...

france 2 20:55

Tout le monde joue avec la musique

DIVERTISSEMENT



Aux commandes de ce nouveau numéro, Bruno Guillon et Nagui proposent aux téléspectateurs et à des personnalités d'évaluer leurs connaissances musicales et de découvrir les secrets des chansons et des artistes les plus appréciés. Sur le plateau, six célébrités ont décidé de jouer le jeu. Au programme : des questions autour de la musique, d'Edith Piaf à Beyoncé, des quiz décalés et des anecdotes sur les coulisses des plus grands titres et de leurs interprètes. Il y aura également un focus sur les effets des mélodies sur le corps et les petites histoires des titres qui ont changé le monde.

france 3 20:55

Alliances rouges

Réalisateur : Marc Angelo
Avec : Barbara Cabrita, Anthony Delon



Anna, jeune mère célibataire d'origine modeste, épouse Guillaume, le beau et brillant chirurgien qui pourrait sauver la vie de son fils. Elle est la femme la plus heureuse du monde malgré l'animosité de la mère de Guillaume, qui lui fait bien sentir qu'elle n'est pas la bienvenue dans cette famille bourgeoise marseillaise. Alors que la nuit de noces vient de s'achever, la police découvre le cadavre de Roxane, l'ex-femme de Guillaume, qui vient d'être assassinée.

CANAL+ 20:00

Miss Sloane

Réalisateur : John Madden
Avec : Jessica Chastain, Mark Strong
Date de sortie : 8 mars 2017



A Washington, Elizabeth Sloane, employée dans un cabinet spécialisé dans le lobbying, prépare sa défense en vue d'un procès au cours duquel elle doit être accusée de corruption et d'émission de pots-de-vin. Trois mois plus tôt : la jeune femme, est en train de préparer son dossier concernant une taxe liée à l'huile de palme, quand elle est contactée par un puissant lobbyiste des armes à feu, qui veut redorer l'image de celles-ci auprès des femmes.

6 21:00

Patron incognito

MAGAZINE DE SOCIÉTÉ 5 saisons / 31 épisodes



Pour son premier jour incognito, David Giraudeau, directeur général de La Mie Câline, acteur de la restauration rapide en France, se rend dans les Pays de la Loire. Il endosse l'identité de Jérôme, un futur responsable censé gérer un point de vente à Arcachon. Il est formé par Sandra, 27 ans, vendeuse en CDD, qui ne souhaite pas pour le moment évoluer au sein de la société. Pour sa deuxième journée en immersion, David Giraudeau se rend dans l'usine de fabrication qui se trouve au rez-de-chaussée du siège, juste en dessous de son bureau. Il rencontre Martin, technicien polyvalent depuis seulement quatre mois. David se rend ensuite dans la Sarthe, dans un point de vente et croise Cécile, vendeuse, une employée modèle.

Jeux

Samourai-Sudoku n°1781

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

7	4		9	2				
6		1	9		5			
2		7			8			
9		4		5				
	2	3	5	7				
5		6		9				
7			5		4			
9		2	6		7			
2	5			3	6			

5	6		9	7		2		6	3		5	7	
3		7	8		5			7		5	1	6	
4		1		2				5		7		8	
9		6		8				4		1		2	
	4	1	2	7					7	8	4	6	
6		3		1				5		9		1	
7			4					9			4		2
9		8		3				1		2	7		9
8	3			4	5			2	4			3	8



“Beaucoup du charme des hommes est fait de l'ennui des femmes.”

* Françoise Dorin

Mots croisés n°1781

Verticalement :

1. Organite cytoplasmique de la cellule qui synthétise l'adénosine triphosphate utilisée comme source d'énergie
2. Appareil, dispositif destiné à prévenir d'un danger - Produits comestibles de la ponte de certains oiseaux, poissons
3. Poisson d'eau douce - Frappas violemment, à coups répétés
4. Saison - Infini
5. Adoucir - Symbole représentant la

Horizontalement :

1. Religieuse placée sous la vocable de sainte Marie-Madeleine
2. Esclaves d'État, à Sparte - Grands félins
3. Grosse araignée
4. Unité monétaire divisionnaire de la Suède - Affaire judiciaire due à l'intolérance religieuse
5. Curium - Ville du sud-ouest du Nigeria - Écrivain italien
6. Mathématicien français - Nom de quatorze rois de Suède et de sept rois de Danemark
7. Loi du silence (pl.) - Pronom personnel
8. Armée, à l'époque féodale - Excréments
7. Coutumes - Volcan actif d'Italie - Sélénium
8. Fret d'un bateau - Marteau de couvreur
9. Agucés - Qui a une saveur aigre
10. Technétium - Larve
11. Relatif à la télévision comme moyen d'expression (fém)
12. Einsteinium - Mariages

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											





23^E CAN DE HANDBALL À LIBREVILLE (GABON) DU 17 AU 27 JANVIER

(QUARTS DE FINALE) ANGOLA-ALGÉRIE :

Sur un air de revanche

Algériens et Angolais se retrouveront aujourd'hui à Libreville (15h00) à l'occasion des quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations 2018 (CAN-2018) de handball, deux ans après leur confrontation en petite finale au Caire qui avait privé les Verts de Championnat du monde en France.

ALGÉRIE : Chahbour : «La victoire était à notre portée face à la Tunisie»

L'ailier gauche algérien Riyad Chahbour a regretté le match nul (25-25) face à la Tunisie, dimanche à Libreville dans le cadre de la 4^e journée de la Coupe d'Afrique des nations 2018 (CAN-2018) de handball, estimant que la victoire était «à la portée» de son équipe.

«La victoire était à notre portée, ce n'est pas la Tunisie forte qu'on avait l'habitude d'affronter par le passé. Nous avons tout donné, nous aurions voulu mettre un but de plus pour gagner et éviter ainsi l'Angola en quarts de finale, ça n'a pas été le cas. Malgré cela je pense que l'Algérie a une bonne équipe sur laquelle elle peut compter», a déclaré Chahbour à l'APS, au lendemain du match nul face aux Aigles de Carthage dans le groupe A. Un «draw» qui ne devrait pas servir à grand-chose pour le classement des Algériens et qui aurait même pu être une défaite, n'était-ce l'égalisation de Chahbour à la toute dernière seconde de la rencontre, dans un scénario qui rappelle son but ayant propulsé les Verts en finale de la CAN-2012 au Maroc aux dépens de l'Égypte (26-25).

«C'est la copie conforme du but face à l'Égypte en 2012. Je commence à m'y habituer», a-t-il plaisanté, tout sourire. Il est vrai que la Tunisie était plus proche de la victoire, mais les Algériens ont aussi mené de deux buts d'écart à la 55^e minute (23-21), avant un «black-out» éclair qui aurait pu leur coûter ce point du nul, bon sur-tout pour le moral des troupes. «Il y a des joueurs qui ont joué presque la totalité des rencontres, ils sont fatigués. Ces deux jours de repos vont nous permettre de recharger les batteries avant les quarts de finale face à l'Angola», a ajouté le handballeur du GS Pétroliers (32 ans).

L'Angola, un adversaire que les Verts auraient pu éviter à ce tour avancé de la compétition, mais la défaite face au Gabon, pays organisateur (26-25) lors de la deuxième journée a chamboulé les plans de l'équipe nationale, obligée d'affronter son bourreau au Caire en 2016 en match de classement pour la 3^e place, la privant de Championnat du monde.

«Contre le Gabon ça a été difficile au moment où certains s'attendaient à une promenade de santé. L'adversaire a bien entamé le match, ce qui a fait la différence. Notre seule erreur est que nous ne pensions pas un instant à la défaite. Personnellement, je pense aussi que l'arbitrage y est pour quelque chose», a estimé le frère cadet de l'ancien international Omar Chahbour.

En terre égyptienne, le dernier mot était revenu aux Palancas Negras, nettement victorieux (24-19) du Sept national coaché alors par Salah Bouchekriou, lequel a échoué à se qualifier au Mondial après quatre présences de suite (sa dernière absence remontait à Allemagne-2007).

Aujourd'hui, une autre paire de manches attend les deux équipes dont l'une d'elles devra quitter très tôt la compétition et se consoler avec les matchs de classement, un résultat autre que les demi-finales étant un retour en arrière pour le perdant.

La rencontre se déroulera dans un contexte particulier, marqué, d'un côté, par le doute qui ronger la sélection algérienne en raison de son retard dans la préparation et sa troisième place en poule derrière la Tunisie et le Gabon qui ne lui fait pas honneur au vu de son riche passé.

De l'autre côté, la certitude d'être une nation émergente de handball qui ne cesse de progresser

au fil des années, dans l'ombre de l'équipe féminine, octuple championne d'Afrique entre 1998 et 2012, série record interrompue en 2014 à Alger par la Tunisie. «Nous aurions voulu mettre un but de plus pour gagner et éviter ainsi l'Angola en quarts de finale, ça n'a pas été le cas. Malgré cela je pense que l'Algérie a une bonne équipe sur laquelle elle peut compter mercredi», a déclaré Riyad Chahbour à l'APS, après le nul face à la Tunisie (25-25) qui condamnait les Verts à la 3^e place du groupe A.

L'Angola, un adversaire que les hommes de Sofiane Haiouani auraient pu éviter à ce tour de la compétition, mais la défaite surprise face au Gabon, pays organisateur (26-25) lors de la deuxième journée a chamboulé les plans de l'équipe nationale qui espérait un revers des Panthères face au Cameroun lundi soir pour souffler la seconde place et affronter ainsi le Maroc en quarts.

Finalement, les coéquipiers du capitaine Yannick-Milama Au-



byang ont égalisé à cinq secondes de la fin du match (29-29) sur un jet des sept mètres, permettant au Gabon de terminer à une deuxième place que personne n'attendait, de l'aveu même du sélectionneur adjoint des Panthères, le Français Pablo Guilhem Morel.

Sur le terrain, Algériens et An-

golais partiront à chances égales. Les premiers tenteront de compenser le manque de préparation par la «grinta», la fougue de sa classe biberon et l'expérience des Berriah, Berkous et Chahbour, les seconds s'appuieront sur des certitudes et l'espoir de récolter le fruit d'un travail de longue haleine.

(PREMIER TOUR/BILAN) :

L'Égypte comme prévu, le Gabon surprend

La phase de poules de la Coupe d'Afrique des nations 2018 (CAN-2018) de handball a pris fin lundi soir à Libreville avec une seule surprise, celle du pays organisateur, le Gabon, qui a réussi à se qualifier en quarts de finale en terminant à la 2^e place de son groupe. Avant le début du tournoi, personne ne misait un kopeck sur cette qualification, de surcroît à la seconde place devant une équipe algérienne qui, malgré un retard dans la préparation, pensait à un facile passage en quarts de finale. Il n'en fut rien et les Verts se sont inclinés face au Gabon lors de la 2^e journée (26-25), hypothéquant à ce moment-là sérieusement leurs chances de terminer comme dauphins. «Contre le Gabon ça a été difficile au moment où certains s'attendaient à une promenade de santé. Notre seule erreur est que nous ne pensions pas un instant à la défaite», a reconnu l'ailier gauche algérien Riyad Chahbour. Mais les hommes de Jackson Richardson, que les adversaires accusent de bénéficier d'un coup de pouce des arbitres, ont démontré qu'ils avaient énormément progressé et qu'un travail de fond était en train d'être effectué par le staff technique et la Fédération gabonaise de handball, eux qui avaient terminé derniers de leur poule en 2016 au Caire avec un zéro pointé.

Ils ont pu compter aussi sur un public en délire qui n'hésite pas à envahir les tribunes du Palais des sports de la capitale gabonaise pour tirer vers le haut son équipe favorite, laquelle a failli néanmoins tout anéantir, n'était-ce le nul arraché in extremis face au Cameroun lundi soir (29-29).

Vice-championne d'Afrique en titre, la Tunisie a terminé en tête de la poule A mais a laissé disparaître quelques lacunes inquiétantes, notamment face à l'Algérie (25-25) quand elle s'est contentée du nul et était même menée de deux buts d'écart à la 55^e minute (23-21).

La déception du groupe est venue du Cameroun, un habitué des quarts de finale mais qui n'ira pas au-delà du premier tour au Gabon. Critiqué par la presse de son pays après l'élimination, l'entraîneur camerounais Simon-Burchard Menguede a rétorqué qu'il avait réussi à débarrasser les Lions in-



domptables de l'étiquette d'équipe violente, lui permettant de jouer au handball au lieu du «hand boxe».

-Imperturbables Egyptiens-

Dans le groupe B, l'Égypte a, sans surprise, remporté ses quatre matchs du premier tour dont celui face à l'Angola (25-20), l'un des candidats au podium et adversaire de l'Algérie en quarts de finale.

«Autre chose que le titre sera un échec pour nous. Les choses sérieuses commenceront à partir des demi-finales. Comme toujours, il va falloir se méfier de la Tunisie et de l'Algérie, nos deux principaux concurrents», a indiqué à l'APS le handballeur du Zamalek, Yahia Mahmoud Khaled.

La logique a été respectée dans cette deuxième poule, l'Angola, en progression ces dernières années chez les messieurs, a signé trois victoires au premier tour face au Nigeria (29-16), au Maroc (32-21) et à la RD Congo (28-23) contre une seule défaite devant les Pharaons, terminant juste derrière ces derniers au classement.

Le Maroc, dirigé par l'ancien international tunisien Sayed Ayari, a récolté quatre points de deux victoires et deux défaites, prenant

la 3^e place dans un groupe où les deux premiers tickets étaient promis aux Egyptiens et Angolais.

La dernière place qualificative au 2^e tour est revenue à la RD Congo grâce à sa victoire devant son concurrent direct pour les quarts de finale, le Nigeria (28-21), dimanche lors de la 3^e journée. Le premier tour archivé, les choses sérieuses vont commencer dès mercredi à l'occasion des quarts de finale où le moindre faux pas est synonyme de sortie du tournoi et d'élimination de la course au Championnat du monde 2019, prévu en Allemagne et au Danemark. Des quarts de finale dominés par le choc entre l'Algérie et l'Angola, tandis que l'Égypte et la Tunisie vont évoluer sur du velours contre respectivement le Congo et la RD Congo. Le dernier match de ce tour étant Gabon-Maroc, pour permettre au pays organisateur de continuer de rêver d'atteindre pour la première fois de son histoire le dernier carré. Avant le début du tournoi, le Gabon était une petite nation de la discipline, intégrant sur le tard la CAN. Son meilleur classement reste la 6^e place obtenue lors de sa première participation en 2000 à Alger.

APS

JEUX AFRICAINS DE LA JEUNESSE (ALGER-2018): Berraf : «L'ACNOA apporte son soutien financier au comité d'organisation»

Le bureau exécutif de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), a attribué une aide financière au comité d'organisation des Jeux africains de la jeunesse (JAJ) prévus à Alger du 19 au 28 juillet, a appris l'APS lundi auprès du président par intérim de l'instance africaine Mustapha Berraf.

« Le bureau exécutif de l'ACNOA, réuni en session ordinaire à Abuja (20-21 janvier) a pris la décision d'attribuer 2 millions de dollars à l'Algérie au titre du soutien aux Jeux Africains de la Jeunesse par l'ACNOA, un million de dollars au comité d'organisation des Jeux d'Alger-2018 (COJAJ) et 500.000 dollars au Comité olympique et sportif algérien (COA) », a déclaré à l'APS, le président du COA, Mustapha Berraf.

Outre cette aide, l'instance africaine a décidé « d'octroyer 500.000 dollars aux Comités nationaux olympiques africains (CNOA) participants aux JAJ-2018, alors qu'un autre million sera consacré à



l'aide qui doit être apportée aux athlètes africains qui participeront aux Jeux Olympiques de Tokyo-2020», selon Berraf.

Au cours de la rencontre d'Abuja, le président de l'exécutif de l'ACNOA s'est réuni avec la commission de réorganisation de l'ACNOA, présidée par le Sud-africain Sam Ramsamy, membre du Comité international olympique (CIO). Cette commission est composée également de Has- sen Mustapha, président de la fé-

dération internationale de handball (IHF) et Lydia Nsekera, présidente de la commission femme et sport au CIO.

Une rencontre avec la commission des athlètes africains était aussi au programme de la réunion du bureau exécutif de l'ACNOA. Il est à rappeler qu'à l'occasion de la tenue en Algérie, des Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), une réunion des chefs de mission des délégations africaines est prévue les 28, 29 et 30

janvier à Alger. Cette date avait été arrêtée, lors de la réunion de coordination, tenue début janvier 2018 au Caire, regroupant l'ACNOA, l'Union des Confédérations sportives africaines (UCSA), le COA et des représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) au sujet des préparatifs aux JAJ.

Sur place, les chefs de mission seront informés de l'état d'avancement des préparatifs des JAJ-2018 par le Comité d'organisation (COJAJ). Les responsables des délégations nationales, d'athlètes et officiels ainsi que les chefs de mission se retrouveront durant trois jours à Alger où plusieurs sujets entre autres, l'hébergement, le transport, l'accréditation et les cérémonies seront abordés.

Ils auront également à effectuer des visites aux différents sites retenus pour les Jeux, en premier lieu le village des athlètes et les infrastructures sportives. La réunion des chefs de mission sera précédée par celle regroupant l'ACNOA, le COA, l'UCSA et les Confédérations africaines, prévue les 26 et 27 janvier, ajoute la même source.

HANDBALL/CHAMPIONNAT D'EXCELLENCE : Le MC Oran s'enlise dans la crise, le président de section pointe du doigt le président du CSA

Le président de la section handball du MC Oran, Nacerddine Bensedjrani, a pointé lundi du doigt le président du club amateur (CSA), Ahmed Mahyaoui, lui imputant la responsabilité de la situation grave que traverse l'équipe de handball, dont la majorité des joueurs sont en grève depuis deux mois.

«C'est Mahyaoui qui assume entièrement la responsabilité de ce danger qui guette notre équipe. On a tout fait pour le joindre, mais en vain. Il semble qu'il est tout le temps à l'étranger ne se souciant guère de l'avenir de cette section handball, la seule section que compte notre club amateur », a déclaré Bensedjrani à l'APS.

La plupart des joueurs du MCO, profitant de la trêve qu'observe actuellement le championnat d'Excellence en raison de la participation de la sélection nationale au championnat d'Afrique des nations qui se poursuit au Gabon, sont rentrés chez eux en signe de contestation contre la non-régularisation de leur situation financière.

«Les joueurs nous doivent quatre salaires, alors que le président Mahyaoui ne s'en soucie guère. On a, à chaque fois, réussi à calmer leurs ardeurs, mais cette fois-ci, ils ne veulent rien comprendre. Ils ne sont que trois ou quatre joueurs qui viennent s'entraîner. Au train où vont les choses, on risque tout simplement de déclarer forfait pour le match de la reprise du championnat le 7 février prochain », a encore prévenu l'ancien international algérien.

Le même responsable a affirmé, en outre, que ses assistants au niveau de la section handball, et lui exigent de Mahyaoui d'assumer pleinement ses responsabilités soit en assurant son rôle de président, soit en organisant une assemblée générale et annonçant son départ pour permettre l'élection d'un nouveau président.

Et même si le CSA/MCO, ce club phare de la capitale de l'Ouest, ne dispose désormais que d'une seule section sportive, en plus de deux catégories des poussins et minimes en football, crée cette saison, sa direction ne parvient même pas à assurer des salaires modestes à ses joueurs.

«Mahyaoui est en train d'attendre la subvention des autorités locales. Mais pour en bénéficier, il faudra d'abord qu'il présente son bilan aux membres de l'assemblée générale», a expliqué Bensedjrani qui compte, dit-il, recourir cette semaine au directeur de la jeunesse et des sports pour trouver une solution à cette situation de blocage que connaît le club, qui avait par le passé honoré les couleurs nationales sur la scène internationale, et enfanté plusieurs joueurs ayant contribué aux années de gloire de la sélection algérienne.

Les tentatives de joindre le président du CSA pour s'exprimer sur la situation prévalant au sein de son club sont restées vaines. Si la saison passée le MCO a échappé à la relégation après l'annulation du tournoi Down, cette fois-ci, les «Hamraoua» risquent de ne pas éviter le purgatoire si cette situation ne connaît pas de dénouement favorable, estiment les spécialistes.

APS

BISKRA : Les athlètes de l'ESTS se distinguent au championnat national de la marche commando

Les athlètes de l'Ecole supérieure des troupes spéciales (ESTS) de Biskra se sont distingués au championnat national de la marche commando organisé lundi au siège de l'ESTS en décrochant les premières places en individuel et par équipes.

Le sergent contractuel Mohamed Dehla de l'ESTS relevant de la 4^{ème} région militaire (RM) a remporté au classement individuel la première place suivi du caporal-chef Abdelghani Loucif et du sergent-chef Laïd Larbi de la même école en seconde et troisième positions.

La première place au classement par équipes est ainsi allée à l'ESTS tandis que la

seconde est revenue à l'Ecole d'application de la défense contre avions de Laghouat (4^{ème} RM) et la troisième à l'Ecole des techniques de l'intendance (1^{ère} RM).

Lors de la cérémonie de clôture de ces joutes sportives militaires et de remises des coupes et médailles, le commandant de l'ESTS, le général-major Abed Litim, a estimé que ce championnat qui a connu «une compétition très serrée» a été couronné par de bons résultats qui reflètent le sérieux dans la préparation pour la compétition. 144 athlètes issus de 18 écoles des différentes régions militaires ont pris part à ce championnat national militaire.



LE CHAMPIONNAT NATIONAL MILITAIRE DE LA MARCHE COMMANDO À BATNA : Domination des athlètes de la 2^e région militaire



Les athlètes de la deuxième région militaire ont dominé le championnat national militaire de la marche commando de la saison 2017-2018 en remportant les premières places du classement individuel et par équipe.

Le coup d'envoi de cette compétition a été donné lundi à la première division blindée de la commune de Barika (Batna) par le commandant de cette structure militaire, le général-major, Mohamed Adjroud, qui s'est exprimé au nom du général-major, le commandant de la cinquième région militaire, Amar Athamna, a-t-on précisé, soulignant que cet évé-

nement sportif, tenu dans de bonnes conditions, a vu la participation de 120 militaires des différentes écoles et commandements.

L'épreuve de cette compétition, qui s'est déroulée sur un parcours de 12 km, dans un climat doux, a été caractérisée par un challenge dur des participants, a-t-on relevé.

Cette manifestation, considérée comme une préparation pour les différents rendez-vous sportifs prévus au cours de l'actuelle saison sportive militaire, a été clôturée par la remise des trophées et des médailles aux vainqueurs.

Résultats :

Classement individuel :
1-Okba Abdi, militaire retraité de la deuxième région militaire.
2-Haroun Salhi, sergent de la première brigade blindée de la 5^e région militaire.
3-Billel Torche, caporal retraité de la 12^e brigade infanterie mécanisée de la première région militaire.

Classement par équipe :

1-La deuxième région militaire.
2-La première brigade militaire (5^e région militaire)
3-Le commandement de la Garde Républicaine.

ORAN Championnat wilaya de kick boxing samedi prochain

Un championnat de wilaya de kick boxing juniors et seniors aura lieu samedi prochain à la salle du Palais des sports «Hamou Boutlélis» d'Oran, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs.

Cette manifestation sportive, organisée par la ligue wilaya de full contact, kick boxing, muay

thaï et disciplines assimilées en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, verra la participation de plus de 100 athlètes en juniors et seniors issus de 21 associations sportives.

Le programme de cette phase wilaya, qualificative à la phase finale du championnat national,

prévue le mois de mars à Oran, prévoit le déroulement de douze catégories de poids en juniors et seniors. La matinée de cette manifestation sportive sera consacrée à la pesée des athlètes et au tirage au sort suivis des combats éliminatoires, tandis que les finales auront lieu en soirée, a-t-on indiqué.



RETRAIT DE LA DÉLÉGATION DE GESTION DES CHAMPIONNATS DE LA LFP :

Bahloul : «Une décision loin d'être un règlement de comptes»

Le président du directoire chargé de gérer les championnats professionnels Amar Bahloul a affirmé que la décision prise par la FAF de retirer la délégation de gestion de la compétition au conseil d'administration de la Ligue de football professionnel (LFP) était loin d'être «un règlement de comptes».

«Je tiens à préciser que cette décision du retrait ne constitue en aucun cas un règlement de comptes entre le président de la FAF Kheireddine Zetchi et son homologue de la LFP, Mahfoud Kerbadj, même s'il existe des divergences et une différence de points de vue. Pourquoi ne pas attendre la fin de la saison ? La FAF a pris cette décision maintenant pour éviter que la situation n'empire entre les deux structures», a indiqué Bahloul lundi soir, à la Télévision nationale.

La FAF a annoncé dimanche sa décision de retirer la délégation de gestion des championnats professionnels au conseil d'administration de la LFP «avec effet immédiat», conformément à l'article 20 de la convention qui lie la FAF et la LFP depuis juillet 2011.

La décision a été prise à l'unanimité par le Bureau Fédéral de la FAF, réuni en session ordinaire à Sétif sous la présidence de Kheireddine Zetchi en présence de 11 membres sur les 13 que compte le BF. Un directoire a été installé lundi par le président de la FAF, composé d'Amar Bahloul et Larbi Oumamar, membres du Bureau fédéral, et Ali Malek président de la Ligue nationale du football amateur (LNFA). «Notre mission est de gérer les championnats professionnels jusqu'à la tenue de l'assemblée générale électorale. Ce directoire n'a pas de limites dans le temps», a-t-il souligné. Elu en juillet 2011 à la tête de la LFP, Mahfoud Kerbadj quitte ainsi l'instance dirigeante de la compétition professionnelle alors que son mandat court encore jusqu'en 2019.

LIGUE 1 MOBILIS/ USM ALGER :

Le Marocain Hajhouj entame les entraînements

Le nouvel attaquant marocain de l'USM Alger Réda Hajhouj a entamé ce lundi les entraînements au stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine), a indiqué le club de Ligue 1 Mobilis de football.

L'ex-ailier droit du WA Casablanca (Maroc) a effectué une séance spécifique avec le préparateur physique Adel Laâbeni. Le joueur intégrera le groupe bientôt, précise la même source. Il s'est engagé avec le club de Soustara pour une durée de 24 mois. El Hajhouj (23 ans), qui a commencé sa carrière professionnelle lors de la saison 2013/2014 avec le WAC, a marqué 15 buts en 59 matchs disputés dans le championnat marocain. D'autre part, l'international Abderrouf Benguit blessé lors au genou du match perdu face au NA Hussein-dey (1-2) samedi dernier au stade 5-juillet pour le compte de la 17e journée de Ligue 1 Mobilis devrait reprendre l'entraînement mardi, selon le site officiel du club algérois. Le joueur a évité le pire et sa blessure n'est pas méchante. Le staff médical évalue sa situation, et devrait l'autoriser à reprendre les entraînements demain mardi, affirme le club. A l'issue de la 17e journée de Ligue 1, l'USM Alger occupe la 5e place avec 27 points à deux longueurs du podium. Lors de la prochaine journée, les joueurs de Miloud Hamdi se déplaceront à Tadjenanet pour affronter le DRBT.

FOOTBALL :

Le directoire pour gérer les affaires courantes de la LFP officiellement installé

Le président de la fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi a officiellement installé ce lundi le directoire devant gérer les affaires courantes de la Ligue de football professionnel (LFP), en application de la décision prise dimanche, lors de la réunion du Bureau fédéral, de retirer la délégation de gestions des championnats au conseil d'administration de la LFP, a annoncé la FAF.

«Une délégation du Bureau fédéral, composée de Kheireddine Zetchi, président de la FAF, Rachid Gasmi, Amar Bahloul et Hakim Medane, membres du Bureau fédéral, accompagnée de Mohamed Saâd, Secrétaire Général de la FAF, Ali Malek, président de la Ligue nationale du football amateur, et Youcef Benmedjeber, président de la Ligue Inter-Régions, s'est rendue au siège de la LFP afin de faire appliquer la décision», précise la FAF sur son site officiel. La délégation de la FAF a trouvé à son accueil Faouzi Guellil, vice-président de la LFP, et Ahmed Yahiaoui, Secrétaire Général de la LFP, en

l'absence du président de cette structure Mahfoud Kerbadj. Une séance de travail a été tenue au cours de laquelle le président de la FAF a rappelé la décision du Bureau fédéral et ses motivations, «tout en rassurant la famille du football professionnel que le directoire appelé à gérer les affaires courantes de la LFP veillera à ce que les championnats professionnels se déroulent dans les meilleures conditions en attendant la tenue d'une assemblée générale électorale et la remise d'une délégation de gestion au Conseil d'administration qui en découlera», souligne la FAF.

Le directoire est composé de Amar Bahloul, Larbi Oumamar, membres du Bureau fédéral, et Ali Malek président de la Ligue nationale du football amateur (LNFA). Ce directoire agira dans la collégialité et pourrait, le cas échéant, être renforcé par d'autres compétences. Par ailleurs, les responsables et employés des structures de la LFP conservent leurs fonctions. L'instance fédérale a tenu à «remercier Mahfoud



Kerbadj pour tout ce qu'il a apporté au football professionnel ces dernières années et pour son dévouement et son abnégation dans sa tâche en dépit de ses obligations professionnelles importantes».

La FAF a annoncé dimanche sa décision de retirer la délégation de gestion des championnats professionnels au conseil d'administration de la LFP «avec effet immédiat», conformément à l'article 20 de la convention qui lie la

FAF et la LFP depuis juillet 2011.

La décision a été prise à l'unanimité par le Bureau Fédéral de la FAF, réuni dimanche en session ordinaire à Sétif sous la présidence de Kheireddine Zetchi en présence de 11 membres sur les 13 que compte le BF. Elu en juillet 2011 à la tête de la LFP, Mahfoud Kerbadj quitte ainsi l'instance dirigeante de la compétition professionnelle alors que son mandat court encore jusqu'en 2019.

FOOTBALL/ TRANSFERT :

Taïder signe avec l'Impact de Montréal

Le milieu international algérien du FC Bologne (Serie A italienne de football) Saphir Taïder s'est engagé pour trois ans, dont un prêt de deux ans, en plus d'une année d'option supplémentaire pour 2021 avec la formation canadienne de l'Impact de Montréal (Major League Soccer), a annoncé le club lundi soir sur son site officiel.

«Nous sommes bien heureux d'accueillir Saphir à Montréal. C'est un joueur compétitif qui a disputé plus de 100 matchs avec Bologne depuis 2012. Son acquisition aidera l'équipe à réaliser ses objectifs», a affirmé le président de l'Impact, Joey Saputo, en marge de la cérémonie de présentation du joueur algérien aux médias.

Entraîné par le technicien français Rémy Garde, le club

canadien a jeté son dévolu sur le milieu relayeur algérien (25 ans) pour remplacer le Suisse Blerim Dzemaili, laissé libre.

«C'est une excellente signature pour l'Impact car Saphir est un joueur à la fois jeune, mais également déjà très expérimenté en Europe. Son parcours dans les meilleurs clubs de Serie A italienne et avec la sélection algérienne font de lui un joueur très important pour nous aider à gagner un trophée dans les saisons à venir. Après lui avoir exposé le projet mis en place ici, à Montréal, à ma grande satisfaction, il a choisi de relever le défi et de s'investir pleinement. Il aura des responsabilités multiples et je suis persuadé qu'il a toutes les capacités pour devenir un excellent joueur de la MLS», a indiqué de

sa part Rémy Garde. Ancien joueur de l'Inter Milan notamment, Taïder n'a pas trouvé un accord avec le FC Bologne pour une prolongation de contrat, qui courait jusqu'en 2019.

Le joueur qui a fait l'essentiel de sa carrière en Italie, avait connu une mauvaise expérience en Angleterre en 2014 quand il s'était engagé avec Southampton avant de le quitter en pleine période d'intersaison pour rejoindre Sassuolo.

Il n'avait pas été retenu pour les deux derniers matchs de l'équipe nationale, face au Nigeria, gagné sur tapis vert (3-0), en clôture des qualifications de la Coupe du monde 2018 et en amical face à la Centrafrique (3-0). Il devient le deuxième international algérien, évoluant à l'étranger, à changer d'air lors



de l'actuel mercato d'hiver après le gardien de but Rais M'bolhi (ex-Stade Rennais) qui s'est engagé pour six mois en plus d'une année en option avec la formation saoudienne d'Al-Ittifaq.

LIGUE 2/ RC RELIZANE :

Adjali jette l'éponge, Kada Aïssa à la rescousse



L'entraîneur Lakhdar Adjali, qui ne fait plus l'unanimité au RC Relizane (Ligue 2), depuis quelque temps, a fini par jeter l'éponge, lundi soir, a-t-on appris de l'intéressé.

L'ancien attaquant international a pris cette décision après les turbulences ayant marqué la séance d'entraînement de la reprise au cours de laquelle un groupe de supporters l'a empêché de diriger le travail de ses protégés l'obligeant carrément à annuler la séance et quitter le stade, a-t-il fait savoir, regrettant cet «incident», lui, qui n'est en poste que depuis deux mois. Cette réaction des

fans relizanaï fait suite à la défaite concédée à domicile contre l'AS Ain M'lila (2-0), vendredi dans le cadre de la 17e journée de la Ligue 2.

Il s'agissait, en effet, du troisième échec de rang dans le championnat éloignant le «Rapid» de la course à l'accession.

Les Relizanaï avaient terminé la phase aller sur le podium, après avoir réussi une remontée spectaculaire au classement par laquelle ils ont effacé leur départ raté ayant coté sa place à leur ex-entraîneur, Youcef Bouzidi, dès la 4e journée.

C'est Kada Aïssa, qui a dirigé le RCR pendant dix journées

après le départ de Bouzidi, mais à titre intérimaire, qui est annoncé de retour à la barre technique, deux semaines après avoir quitté son poste de coach assistant. Sous la houlette de Kada Aïssa, le «Rapid», relégué en Ligue 2 en fin de saison passée, est resté invincible pendant 8 matchs.

Les gars de Relizane pointent à la 7e place au classement avec 26 points, mais sont distancés de 5 unités par le troisième, le CA Bordj Bou-Arréridj, de 6 par le dauphin le MO Béjaïa et de 9 par le leader, l'ASAM, sachant que les trois premiers accéderont en L1 en fin de saison.

Ce qui bloque avec Aubameyang

Le transfert de Pierre-Emerick Aubameyang (28 ans) serait conditionné au recrutement d'un nouvel attaquant par le Borussia Dortmund. D'après le Daily Mail, les dirigeants du club allemand ne lâcheront pas l'international gabonais avant de lui avoir trouvé un remplaçant. Or l'opération s'avère délicate, lors du mercato hivernal. Le média rappelle que le BVB apprécierait notamment le profil d'Olivier Giroud, lequel est en manque de temps de jeu, du côté des Gunners. Il ajoute que la délégation londonienne, qui est en Allemagne, ne bougera pas jusqu'à la conclusion de l'opération.



Pogba demande le même salaire que Sanchez !

L'arrivée d'Alexis Sanchez à Manchester United ne fait à priori que des heureux, en premier lieu l'entraîneur des Red Devils, José Mourinho qui désirait ardemment l'arrivée de l'international chilien (29 ans). Pourtant, le salaire astronomique que va percevoir l'ancien Gunners pourrait piquer la fierté de certains joueurs du vestiaire.

En effet selon le Daily Express, le nouveau coéquipier de Paul Pogba va percevoir un salaire de 570 000 euros par semaine soit le double de l'international tricolore qui était jusque là le joueur le mieux payé avec un revenu de 330 000 euros par semaine. Un montant qui d'après le Daily Mirror, aurait incité la « Pioche » à demander une revalorisation salariale conséquente afin d'aligner son salaire à celui de son possible futur coéquipier.

SANCHEZ, MU DANS LA PEAU

Officialisé lundi, l'échange entre Alexis Sanchez et Henrikh Mkhitaryan a permis aux deux joueurs de réaliser leur rêve, en rejoignant respectivement Manchester United et Arsenal.

Et alors que l'Arménien avait révélé son amour pour les Gunners il y a quelques années, une photo du Chilien adolescent avec une veste des Red Devils circule sur les réseaux sociaux.

"Je réalise le rêve que j'ai depuis que je suis tout petit. Jouer pour la meilleure équipe du monde. Manchester United !!!!", a-t-il ajouté sur Instagram.



Manchester United le plus riche du monde

Les Parisiens se retrouvent au milieu d'Anglais et Espagnols en grande majorité. Avec 676,3 millions d'euros de recette la saison passée, Manchester United remporte la palme et devance les deux ogres de la Liga, le Real Madrid (674,6 M€) et le FC Barcelone (648,3 M€). Le Bayern Munich (587,8 M€) et Manchester City (527,7 M€) complètent le quinté, suivis d'Arsenal (487,6 M€) qui, avec des moyens similaires à ceux du PSG, a bien du mal à attirer des joueurs de tout premier plan et à bien figurer en Premier League.

Une piste anglaise pour Gameiro

Déjà barré par la concurrence à l'Atletico Madrid lors de la première partie de saison, Kevin Gameiro (30 ans, 13 matchs et 4 buts en Liga cette saison) doit désormais composer avec le retour de Diego Costa. Selon le Daily Express, Newcastle est intéressé par l'attaquant français et pourrait lui proposer de retrouver plus de temps de jeu. Le média britannique évoque une possible opération à 18 millions d'euros. Reste à savoir ce qu'en pense l'ancien Parisien, qui était récemment déterminé à rester dans la capitale espagnole jusqu'au terme de la saison.



Vidal flou sur son avenir

Sous contrat jusqu'en juin 2019 avec le Bayern Munich, le milieu de terrain Arturo Vidal (30 ans, 16 matchs et 5 buts en Bundesliga cette saison) a récemment fait l'objet de nombreuses rumeurs, avec notamment un intérêt de Chelsea et de son ancien entraîneur Antonio Conte. Pour le média Goal, l'international chilien a accepté d'évoquer son avenir et s'est montré particulièrement flou. "Je suis encore là jusqu'en juin et je suis content. J'espère gagner la Ligue des Champions et, alors, nous verrons ce qu'il va se passer. Mais à ce moment précis, je suis à 100% au Bayern et il n'y a aucune chance pour que je change d'équipe", a assuré l'ancien Turinois.

KARIM BENZEMA DANS LE COLLIMATEUR DU PSG

Moins en réussite cette saison avec le Real Madrid, Karim Benzema serait toujours très observé. À tel point que le PSG serait intéressé par l'international français !

Au Real Madrid depuis 2009, Karim Benzema (30 ans) fait partie des meubles de la Casa Blanca depuis de longues saisons. Mais cette année semble plus délicate pour l'international français. Moins fringant qu'à l'accoutumée, à l'image de l'ensemble de son équipe, Benzema a plus de difficulté à être décisif (2 buts, 3 passes décisives en Liga). Parfois pris en



grippe par le public de Bernabeu, le numéro 9 Merengue resterait néanmoins un attaquant

très courtisé. Le PSG aurait même coché le nom du Français pour renforcer son secteur offensif !

ALGÉRIE ROYAUME-UNI

M^{me} Benghabrit évoque à Londres la démarche algérienne pour améliorer la qualité de l'enseignement

La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit, a évoqué, hier à Londres, la démarche entreprise par son département ministériel pour améliorer la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves et préparer l'école algérienne à s'acquitter de missions imposées par le 21^e siècle. "L'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves est une priorité nationale que nous nous attelons à consacrer, notamment par l'amélioration de la prestation pédagogique (...)", a indiqué Mme Benghabrit lors du forum mondial de l'Éducation qui a regroupé une centaine de ministres et de nombreux experts.



La ministre a expliqué la "démarche singulière" adoptée par son département pour "une formation pertinente des enseignants" pour les préparer à "mieux s'acquitter de leur mission d'identifier et de développer les capacités des élèves à construire un avenir durable en tant que futurs citoyens capables de contribuer aux défis mondiaux". Cette démarche, basée sur une "dynamique consensuelle" impliquant les partenaires syndicaux et les associations des parents d'élèves, vise à "développer une école de qualité voire d'excellence", a-t-elle précisé.

Dans ce contexte, le ministère a pris une série de mesures pour réaliser un "saut qualitatif", dont une stratégie nationale de remédiation pédagogique pour "mieux répondre aux difficultés scolaires" et prendre en charge la formation des enseignants qu'il considère comme un "défi majeur", a-t-elle dit.

Le ministère de l'Éducation nationale a procédé, par ailleurs, à des évaluations internes et externes et des expertises qui ont permis de "déceler les insuffisances dans les compétences, notamment celle relative à la compréhension de l'écrit". "L'absence de maîtrise de la compréhension de l'écrit a un impact dangereux sur la maîtrise du devenir même des nations, dans un monde de plus en plus digitalisé", a affirmé Mme Benghabrit.

Elle a estimé que "la révolution numérique et l'interconnectivité exigent des systèmes scolaires de doter les élèves de capacités réelles à comprendre l'écrit et le sens profond caché des messages". Il s'agit de "permettre aux élèves d'être vigilants et de déceler le contenu incitant à l'endoctrinement et au rejet de l'autre. De tels comportements ont atteint des niveaux jamais égalés et causé le déclin de civilisations millénaires en un temps record, notamment dans le monde arabe", a relevé Mme Benghabrit. Elle a souligné, à cet égard, que l'Algérie qui a payé un "lourd tribut" pendant la tragédie des années 1990, connaît le danger d'instrumentalisation de l'outil informatique, notamment sur les enfants et a choisi d'accompagner les mutations technologiques par l'éducation afin de "prévenir et d'alerter les citoyens".

La ministre a conclu son intervention en relevant que l'Algérie compte actuellement 9,5 millions d'enfants scolarisés dans 27000 établissements scolaires, avec un encadrement de plus de 700.000 fonctionnaires pédagogiques et administratifs.

ALGÉRIE- LESOTHO

La ministre de la Police et de la Sécurité publique du Lesotho visite le siège d'Afripol à Alger

La ministre de la Police et de la Sécurité publique du Royaume du Lesotho, Mme Mampho Mokhele a visité, lundi avec la délégation qui l'accompagne, le siège du Mécanisme de coopération policière africaine (Afripol) sis à Ben Aknoun (Alger), indique un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Lors de sa visite aux différents services et bureaux de ce Mécanisme africain de coordination et de concertation policières, Mme Mampho Mokhele a reçu des explications sur les différentes étapes du processus de concrétisation de l'Afripol.

Saluant "le grand rôle de l'Algérie pour la concrétisation de cet acquis sécuritaire africain", Mme Mokhele a mis en avant l'importance de cet édifice dans la consolidation de l'action sécuritaire commune entre les organes de police des États africains et le renforcement de la coopération régionale et internationale avec les autres instances sécuritaires à l'image d'Interpol, d'Europol et d'Aseanapol, indique le communiqué.

La ministre de la police du Lesotho a rappelé que la police algérienne est "pionnière" en termes de renforcement des domaines de l'action sécuritaire commune dans le Continent africain, soulignant ses efforts en faveur "du raffinement de l'action du Mécanisme de coopération policière africaine (Afripol), qui permet-



tra, a-t-elle dit, aux organes de police en Afrique de relever les défis sécuritaires.

Mme Mampho Mokhele a ensuite visité le siège de la Direction des unités aériennes de la Sûreté nationale où elle s'est rendue dans les différents départements et bureaux et pris connaissance de tous les outils et matériels modernes utilisés par les cadres et techniciens chargés de la gestion de cet important édifice sécuritaire. A cette occasion, un exposé a été pré-

senté à la délégation de la Police lesothane sur l'organisation, les missions et le rôle de cette unité dans l'efficacité des interventions des forces opérant sur le terrain et principalement celles en charge de la gestion de la circulation routière et de sa fluidité et à travers l'utilisation des hélicoptères lors des manifestations culturelles, sportives, régionales et internationales abritées par l'Algérie ainsi que durant les heures de pointe, et ce, en coordination avec les centres des opéra-

tions. La délégation lesothane a été informée également des volets de formation théorique et pratique de haut niveau dispensée aux cadres et techniciens de l'unité ainsi qu'au staff de maintenance et ingénieurs pour la maîtrise des équipements sophistiqués et leur maintenance par des moyens technologiques intelligents afin d'accomplir leurs missions avec professionnalisme, à l'instar du système de vision nocturne et les caméras de haute définition.

À l'issue de sa visite au centre de la direction des Unités aériennes de la Sûreté nationale, la ministre lesothane a salué cet "édifice sécuritaire important et ses cadres et techniciens ainsi que ses équipements et moyens sophistiqués, qui sont au même titre que ceux des polices développées dans le monde", affirmant la volonté de son pays à asseoir les bases d'une coopération et d'une coordination avec la Police algérienne en vue de bénéficier de l'expérience et de l'expertise de ses cadres sur terrain.

ALGÉRIE - TUNISIE

M^{me} Eddalia expose à Tunis les efforts de l'Etat algérien en matière d'insertion des catégories vulnérables

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia a présenté, lundi à Tunis, les efforts consentis par l'Etat algérien pour l'insertion des catégories vulnérables à travers l'éducation, l'enseignement et la formation, a indiqué un communiqué de son département.

En visite de travail en Tunisie, Mme Eddalia a examiné lors d'un entretien avec le ministre tunisien des Affaires sociales, Mohamed Trabelsi, "les dossiers de la coopération et du renforcement de la coordination entre les deux secteurs et présenté l'expérience algérienne en matière de prise en charge des catégories vulnérables et de lutte contre la pauvreté et la marginalisation", ajoute la même

source. Dans ce contexte, la ministre a mis en avant "les efforts consentis par l'Etat algérien en matière d'insertion des catégories vulnérables à travers l'éducation, l'enseignement et la formation ainsi que les dispositifs d'emploi et de micro-crédits qui ont permis de réaliser des résultats concrets en termes de relance de l'entrepreneuriat et de création des emplois au profit des catégories démunies et personnes aux besoins spécifiques". La ministre de la Solidarité nationale effectue une visite de travail de deux jours en Tunisie, à l'invitation du ministre tunisien des Affaires sociales, dans le cadre de la redynamisation de la convention bilatérale dans le domaine de la protection sociale.



AFRIQUE - CONSTITUTION

Medelci prend part aujourd'hui à Durban (Afrique du Sud) à la réunion du Bureau de la CJCA

Le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci, prendra part à partir de mercredi à Durban (Afrique du Sud) à la 9^e réunion du Bureau de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines (CJCA), a indiqué hier un communiqué de l'institution constitutionnelle.

Les participants aux travaux de cette 9^e session de la réunion du Bureau de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines (CJCA) se pencheront, deux jours durant, sur des questions liées aux activités de la CJCA, qui compte désormais 45 juridictions, et à ses relations extérieures à la lu-



mière de l'importance croissante qu'elle revêt aux niveaux régional et international, a précisé la même source.

A cette occasion, M. Medelci aura des rencontres de concertation et de coordination avec plusieurs de ses homologues, notamment sur les préparatifs de la tenue de la 5^e session de la Conférence sur la justice constitutionnelle prévue à Alger en 2020.

Pour rappel, l'Afrique du Sud assure actuellement la présidence de la CJCA et du Bureau de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle.